



Mémoire Présenté
par : Abdoulaye
DIALLO

Université Cheikh Anta Diop

Faculté des Lettres et Sciences humaines
Centre d'Etudes des Sciences et
Techniques de l'Information (CESTI)

L'EXPÉRIENCE-SÉNÉGALAISE EN MATIÈRE
D'ÉDUCATION
AUX MÉDIAS: LES EXEMPLES DU PRYTANÉE MILITAIRE
DE SAINT-LOUIS ET DES LYCÉES LIMAMOULAYE ET
LAMINE GUÈYE DE DAKAR

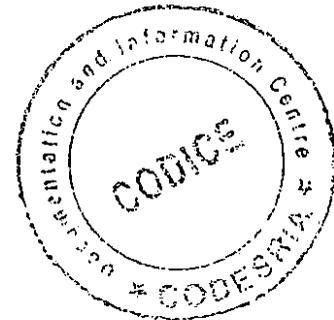
Décembre 2010

03 MAR. 2011

UNIVERSITE CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

Faculté des Lettres et Sciences humaines

Centre d'Etudes des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)



**L'EXPERIENCE SENEGALAISE EN MATIERE D'EDUCATION
AUX MEDIAS : LES EXEMPLES DU PRYTANEE MILITAIRE
DE SAINT-LOUIS ET DES LYCEES LIMAMOULAYE ET
LAMINE GUËYE DE DAKAR**

Mémoire de Maitrise de Sciences de l'Information et de la Communication

Par Abdoulaye DIALLO

Sous la direction de

SARR Ibrahima, Maître-Assistant

Décembre 2010

Résumé synthétique du mémoire

Choix et intérêt du sujet

Le développement fulgurant des médias n'a pas apporté que des avantages. Il a occasionné la désinformation, la propagande et la manipulation. La question relative à l'information de plus en plus instrumentalisée est prise en charge par un nouveau paradigme des Sciences de l'information et de la communication, plus connu sous le vocable d'« éducation aux médias ». Ce paradigme porte sur les médias comme objets d'étude et non comme supports pédagogiques. Il repose sur deux imaginaires. D'une part, c'est la création et l'animation de journaux scolaires pouvant favoriser l'expression et le regard des élèves sur des sujets qui les intéressent ou agitent la société. D'autre part, l'éducation aux médias permet aux élèves d'avoir une attitude critique face aux médias et à leurs langages. C'est qui fait d'eux des consommateurs avertis. Au total, l'éducation aux médias vise un apprentissage à la citoyenneté et un renforcement des principes et valeurs démocratiques eu égard à la participation éclairée des futurs citoyens – les élèves – aux débats qui agitent la société et dont les médias sont les principaux vecteurs. D'où notre choix d'étudier l'expérience sénégalaise en la matière à travers la description et l'analyse des projets du Prytanée militaire de Saint-Louis, des lycées Limamoulaye et Lamine Guèye de Dakar. Nous nous sommes inscrit dans le sillage des travaux réalisés par chercheurs français et canadiens comme Jacques Gonnét¹ et Jacques Piette². Il y a peu d'études sur les expériences menées au Sénégal³. Notre mémoire est une contribution à la connaissance de ce domaine de recherche et de ses implications dans un pays comme le Sénégal.

Méthodologie

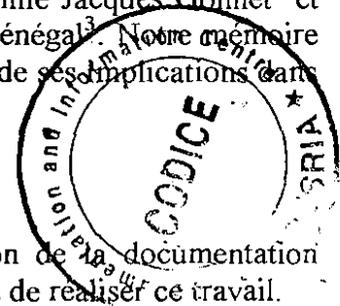
Les entretiens qualitatifs, l'observation participante et l'exploitation de la documentation scientifique sur la question ont constitué les outils qui nous ont permis de réaliser ce travail.

¹ - GONNET, J. - *Education aux médias. Les controverses fécondes*. - Paris : Hachette, 2001, 144 p.

² - PIETTE, J. - *Education aux médias et fonction critique*. - Paris / Montréal : l'Harmattan, 1996, 361P

³ - SARR, I. - *La démocratie en débats. L'élection présidentielle de l'an 2000 dans la presse quotidienne sénégalaise. Sémologie d'une communication du politique. Perspectives pour une éducation aux médias*. Thèse de doctorat unique. Université Paris II Panthéon-Assas, 2004, 2 volumes : vol. 1 : 411 p ; vol. 2 : 116 p. Sous la direction du Professeur Frédéric Lambert.

- SENECHAL, M et LOUM, Nd. - *Les médias à l'école*. - Dakar : Institut Panos Afrique de l'Ouest, 2005, 160 p.



DÉDICACE

A la mémoire du professeur Sémou Pathé Guèye, qui s'est éteint en mars 2009 et à celle de mon meilleur ami, Kédiaw Sané, arraché à notre affection en juin 2010. Leur affection et leur soutien nous ont servi de viatique tout au long de ce travail ;

A mes parents pour tout ce qu'ils m'ont apporté ;

A mes frères et sœurs. Je vous aime tous ;

A tous mes confrères du quotidien national *Le Soleil*. Ils ont fait preuve de compréhension pour m'avoir permis de concilier le travail et la recherche académique ;

A mes amis, toujours disponibles aussi bien dans les moments agréables que les événements douloureux : Hamath, Alseyeni, Fatou, Omar, Rokhaya, Diané, Massiga, Khoudia, Guèye, Boye et Badji. Qu'ils trouvent ici l'assurance et l'expression de ma profonde estime.

REMERCIEMENTS

Le présent mémoire n'aurait pu aboutir sans les encouragements et l'aide précieuse de notre directeur de recherche, M. Ibrahima SARR, qui a mis sa documentation à notre disposition. En outre, il nous a fait bénéficier de sa rigueur dans le travail. Nous tenons à lui exprimer toute notre reconnaissance ;

Nous tenons à exprimer toute notre gratitude aux responsables du Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique (CODESRIA) et à ceux de la Fondation Konrad Adenauer (FKA), notamment le Dr. Ute BOCANDE. Leur soutien nous a été déterminant dans la réalisation de ce travail ;

Nous remercions également tous les responsables des projets d'éducation aux médias des lycées de Seydina Limamoulaye de Guédiawaye, de Lamine Guèye de Dakar et du Prytanée militaire de Saint-Louis ainsi que les élèves de ces établissements qui nous ont chaleureusement accueilli tout au long de notre terrain. Sans leur disponibilité et leur coopération, ce travail n'aurait pu aboutir ;

Enfin, nos remerciements vont à l'endroit de tous les enseignants du CESTI, qui ont participé à notre formation.

SOMMAIRE

Introduction générale	2
PREMIERE PARTIE :	
Approche théorique de l'éducation aux médias	5
<i>Chapitre 1 : Education aux médias, une notion complexe</i>	9
<i>Chapitre 2 : Education par les médias ou éducation aux médias : une nécessaire approche transversale</i>	13
<i>Chapitre 3 : Les argumentaires ou imaginaires de l'éducation aux médias</i>	22
Section 1 : Pour un décryptage des messages médiatiques	22
Section 2 : Education aux médias comme vecteurs des pratiques démocratiques	30
DEUXIEME PARTIE :	
Description et analyse de quelques expériences d'éducation aux médias au Sénégal	36
<i>Chapitre 1 : La Voix de l'Enfant de Troupe (VET) : un exemple de longévité</i>	39
Section 1 : Le Prytanée militaire, un creuset d'excellence	39
Section 2 : Un journal institutionnel	43
<i>Chapitre 2 : Limamou Presse : Une approche critique des médias</i>	50
Section 1 : Un journal pour améliorer le niveau des élèves	50
Section 2 : Education à la responsabilité et mise à distance des médias	53
<i>Chapitre 3 : Le Lycéen de Lamine Guèye : La construction d'un espace de débat</i>	60
Section 1 : De Pencum Daara au Lycéen	60
Section 2 : Le Lycéen : un cadre d'expression et de débat	62
Section 3 : Des élèves motivés, une administration moins engagée	66
Conclusion générale	68
Références bibliographiques	70
Tables des matières	73

INTRODUCTION GENERALE

Le développement fulgurant des médias, notamment de l'internet qui vient s'ajouter à la presse écrite, à la radio et à la télévision, n'a pas apporté que des avantages. Il présente des inconvénients comme la désinformation, la propagande et la manipulation. Aujourd'hui, de plus en plus, on assiste au « triomphe du journalisme de spéculation et de spectacle au détriment du journalisme d'information¹ ». Cette question relative à l'information de plus en plus instrumentalisée, en raison d'une professionnalisation des sources, justifie la pertinence d'une introduction de l'étude des médias à l'école pour permettre aux élèves d'être à même de décrypter les langages médiatiques pour être à l'abri des manipulations et d'assumer plus tard une citoyenneté clairvoyante et progressiste. Cette approche est prise en charge par un territoire de recherche plus connu sous le vocable d'« éducation aux médias ». Son intérêt fait que dans le contexte sénégalais, elle mobilise différents acteurs comme les décideurs politiques – le ministère de l'Education nationale à travers l'INEADE – les ONG – Institut Panos, Plan International – les médias et les enseignants.

Façonner un consommateur averti des médias vise le renforcement des principes et valeurs démocratiques eu égard à la participation éclairée du citoyen aux débats qui agitent la société et dont les médias sont les principaux vecteurs. C'est pourquoi nous estimons que le Sénégal doit mesurer à sa juste valeur la place des médias dans l'environnement des jeunes en intégrant une éducation aux médias dans ce sens. Il s'agira pour nous de démontrer, dans le cadre de notre recherche, pourquoi « cette éducation à l'actualité² » est une urgence non seulement pour la démocratie mais également pour l'école sénégalaise. Avec le développement des médias accentué par celui des technologies de l'information et de la communication, c'est avant tout l'école qui est interpellée. Nous sommes en effet dans un

¹ Ignacio Ramonet in *Manière de voir*, avril-mai 2005, *Le Monde diplomatique*, p. 98.

² Jacques Gonnet, - *De l'actualité à l'école. Pour des ateliers de la démocratie*. – Paris : A. Colin, 1995, 175 p.

monde au sein duquel les médias sont devenus des éléments structurants de l'environnement immédiat des élèves.

C'est dire que dans notre travail, un accent particulier sera accordé à la place des médias dans l'éducation des futurs citoyens. Il s'agira surtout de voir comment redéfinir le rôle de l'école face aux mutations en cours. L'objectif recherché est de contribuer à la recherche sur l'éducation aux médias à la suite d'un certain nombre de travaux comme celui de Ibrahima Sarr³ (sur les expériences de l'Institut Panos, l'école de Diawar à Saint-Louis, celle de l'école primaire de la Caserne Samba Diéry Diallo de Dakar et l'émission radiophonique « Radio Guneyi »), comme celui de Ndiaga Loum et Sénéchal (L'école et les médias au Sénégal : fiches d'analyse des médias à l'intention des enseignants) ainsi que celui de l'Institut Panos en partenariat avec l'INEADE⁴, etc.

Mon travail s'inscrit essentiellement dans le sillage des recherches menées par Jacques Gonnet et Jacques Piette. Dans son travail sur l'éducation aux médias, Jacques Gonnet s'est intéressé avant tout aux controverses autour des définitions et des objectifs poursuivis à travers ce domaine de recherche. Comme chacun a la légitimité de participer à ce débat, dit-il, il devient urgent, pour se comprendre, de partir de ces controverses pour apprécier ce que l'on veut enseigner et pourquoi. Quant à Jacques Piette, ses travaux portent sur les fondements théoriques de l'éducation aux médias. Il s'est intéressé aux expériences de différents pays. Mais ce qui est remarquable dans ses travaux, c'est qu'il propose une analyse détaillée de la manière dont certains programmes définissent et opérationnalisent le concept « d'esprit critique », autre objectif visé à travers l'éducation aux médias. Les travaux de ces deux chercheurs, ajoutés à d'autres études sur l'éducation aux médias nous ont permis de comprendre et d'analyser les différentes expériences d'éducation aux médias menées au Sénégal.

³ Ibrahima Sarr, *La démocratie en débats. L'élection présidentielle de l'an 2000 dans la presse quotidienne sénégalaise. Sémiologie d'une communication du politique. Perspectives pour une éducation aux médias*. Thèse de doctorat unique. Université Paris II Panthéon-Assas, 2004, 2 volumes : vol. 1 : 408 p ; vol. 2 : 116 p. Sous la direction du Professeur Frédéric LAMBERT

⁴ *Les médias à l'école*. – Dakar : IPAO, 2005, 160 p.

L'enjeu est de taille. Dans un monde marqué par une explosion médiatique sans précédent, nous défendons l'hypothèse selon laquelle l'éducation aux médias est une piste intéressante pour l'enracinement d'une culture démocratique. Aujourd'hui, le flux d'informations qui traverse notre vie quotidienne fait apparaître de plus en plus le besoin de rechercher des moyens pour les relier à nos propres cohérences. Cette éducation à l'actualité est d'autant plus urgente que les médias sont devenus (surtout avec l'internet), et sans contestation possible, des éléments structurants de l'environnement immédiat de l'école et des jeunes citoyens.

Entretiens avec les différents acteurs qui interviennent dans l'éducation aux médias, observation et description des différentes expériences ont constitué la démarche que nous avons utilisée pour réaliser notre travail. Nous avons privilégié cette approche ethnographique pour des raisons évidentes : la littérature concernant l'éducation aux médias au Sénégal n'est pas abondante, hormis quelques travaux réalisés par l'Institut Panos et quelques universitaires : Sarr, Loum et Sénéchal.

Notre mémoire comprend deux parties. Dans une première partie, nous mettrons l'accent sur une approche théorique avec des argumentaires qui sous-tendent des imaginaires différents de l'éducation aux médias. Ces considérations théoriques nous permettront, dans la deuxième partie, de décrire et d'analyser les expériences d'éducation aux médias dans trois lycées du Sénégal : Prytanée militaire de Saint-Louis, Lamine Guèye et Limamoulaye de Dakar : Une manière pour nous de bien comprendre ces diverses expériences, d'en noter les motivations et les difficultés, tout en accordant une bonne place à leur complémentarité. Nous insisterons sur les perspectives de l'éducation aux médias pour le Sénégal. Nous montrerons que l'Etat a intérêt à s'impliquer, eu égard à l'étroite liaison qui existe entre la promotion de l'éducation aux médias et le renforcement des principes et valeurs démocratiques.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

PREMIERE PARTIE :
APPROCHE THEORIQUE DE L'EDUCATION AUX MEDIAS

L'évaluation du processus démocratique en Afrique de l'Ouest offre une image peu rassurante. Nombreux sont les pays qui sont minés par des fraudes électorales, des coups d'Etat et des exacerbations des particularismes. On y rencontre encore, fort heureusement, des pays comme le Sénégal, le Ghana, le Mali et le Nigéria qui sont caractérisés par la stabilité de leurs institutions même si la transition démocratique reste heurtée dans la sous-région. En effet, en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau, en Guinée Conakry, en Mauritanie, en Sierra Léone et au Libéria, on note un processus de paix très fragile ; la situation est également compliquée au Niger où l'on a enregistré le dernier coup d'Etat de la sous-région. Bref, comme le souligne l'historien sénégalais, Abdoulaye Bathily, l'Afrique de l'Ouest offre le spectacle d'une « zone volcanique⁵ » avec des foyers en éruption, d'autres en veille. Selon lui, en se fondant sur les transformations en cours, l'Afrique de l'ouest « offre plus que les autres sous-régions, le spectacle d'un processus de démocratisation tourmenté, constamment menacé dans sa continuité⁶ ». Bathily conclut qu' « au terme de près de deux décennies, le bilan de la démocratisation reste encore très contrasté ».

Cet historien sénégalais n'est pas le seul à dresser un tableau sombre de la situation dans la région ouest-africaine. Marina Ottaway, chercheuse à la Fondation Carnegie pour la Paix de Washington, procède au même constat. Dans une contribution publiée par l'hebdomadaire panafricain, *Jeune Afrique/l'Intelligent*, elle écrit que dans la plupart des pays africains, la démocratie est « une mascarade » dans la mesure où « la majorité des peuples du continent vit dans des Etats déliquescents, ou en voie de désintégration. En Afrique, mettre fin à la décadence de l'Etat est un impératif plus urgent que de consolider la démocratie ».

⁵ Bathily, Abdoulaye in « La démocratie en Afrique de l'Ouest : Etat des lieux », un document introductif du Forum des partis politiques, des médias et de la société civile en Afrique de l'Ouest, organisé par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et le Club de veille pour la paix en Afrique de l'Ouest à Cotonou (Bénin) du 28 juin au 1^{er} juillet 2005

⁶ Bathily, A. *op.cit.*

Selon Ibrahima Sarr, ce sombre tableau dressé par Mme Ottaway s'explique par le fait qu'il n'y a en Afrique qu'une démocratie de façade. Sarr défend l'idée selon laquelle la plupart des Etats africains se complaisent dans une conception de la démocratie qui se limite à l'organisation d'élections, à l'existence des pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire.

Or, soutient-il, la démocratie est une totalité ; elle concerne à la fois le politique, l'économique, le social et le culturel. Selon lui, «aujourd'hui, pour l'Afrique, la priorité est de promouvoir une culture de la démocratie⁷». Sarr fait remarquer que même dans les Etats « postmodernes », supposés démocratiques, la régénération de la culture de la démocratie reste un défi, une conquête permanente. L'école a-t-elle un rôle à jouer dans cette construction de la culture de la démocratie ? Ibrahima Sarr estime que l'école a un rôle fondamental à jouer. C'est à elle d'inculquer très tôt aux futurs citoyens, la communauté de destin, l'idée de tolérance, de diversité des opinions et des croyances. Une école digne de ce nom doit favoriser une communication multiforme et efficace. Dans chaque établissement scolaire, il est aujourd'hui nécessaire de mettre en place des enceintes de délibération qui permettront à tous les membres de la communauté scolaire (élèves, enseignants, parents, direction, personnel de service) de participer à la prise de décisions communes. L'atteinte de cet objectif appelle une révision de la mission classique de l'école républicaine.

Dans un monde caractérisé par une complexification des changements et des diversités, le besoin d'une participation active, informée et responsable de tous les citoyens à la société devient de plus en plus aigu. Il appartient à l'école moderne de favoriser le plein épanouissement de la personnalité de l'élève, de contribuer à sa formation intellectuelle et son développement intégral. D'où la nécessité d'une éducation aux médias dont un des deux argumentaires est de contribuer à la promotion de la solidarité, de la responsabilité et des valeurs démocratiques. Il ne s'agit pas de remettre au goût du jour les relations entre l'éducation et les médias telles que posées au lendemain des indépendances. En effet, après leur accession à la souveraineté internationale, de nombreux Etats africains, convaincus que les médias pouvaient éduquer les populations, avaient lancé une multitude d'expériences

⁷ Ibrahima Sarr, *La démocratie en débats. L'élection présidentielle de l'an 2000 dans la presse quotidienne sénégalaise. Sémiologie d'une communication du politique. Perspectives pour une éducation aux médias. Op. cit.*, p. 307.

comme les micro-programmes éducatifs (santé, vie familiale, etc.) insérés dans les grilles des programmes radiophoniques. Aujourd'hui, il est question de renverser cette perspective en sensibilisant les populations aux questions d'éducation aux médias pour promouvoir la paix et la démocratie, conditions de tout développement.

Force est de souligner que l'éducation aux médias s'adosse à des imaginaires, renvoie à une certaine complexité, qui a débouché sur une controverse entre différents chercheurs intervenant dans ce paradigme.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 1 : EDUCATION AUX MEDIAS, UNE NOTION COMPLEXE

Il existe un vif débat sur la définition et la délimitation de l'éducation aux médias. Les recherches en communication sont unanimes à admettre la place de plus en plus centrale des médias dans la vie quotidienne. Mais il y a une grande divergence sur ce que l'on entend par l'expression « éducation aux médias ». D'ailleurs, pour Jacques Gonnet, « *se référer à une éducation aux médias est une illusion* » parce qu'il existe des « *définitions fantasques, attrape-tout, développées çà et là, notamment dans les institutions internationales en recherche de concorde pour satisfaire tout le monde*⁸ ».

Cette position de Gonnet montre, si besoin en est, que définir ou circonscrire le terme « éducation aux médias » n'est pas chose aisée. Cherche-t-on, en effet, que les élèves prennent conscience du fonctionnement des médias, des dangers de leur concentration, de l'influence de leurs discours ou récits, de la publicité en leur sein ? Ou veut-on plutôt qu'ils exercent leur jugement critique, qu'ils apprennent à trouver rapidement l'information qu'ils recherchent ou encore qu'ils créent eux-mêmes leurs propres supports ou journaux ? On le voit, il est possible de comprendre l'expression « éducation aux médias » de multiples façons. Aujourd'hui plus qu'hier, le débat sur la (ou les) définition (s) et finalité (s) de l'éducation aux médias se poursuit.

Mais pour nous, ce caractère éclectique de l'éducation aux médias est important puisqu'il va nous permettre de mieux appréhender les différentes expériences menées au Sénégal dans ce domaine. Plusieurs essais de définition se sont succédé depuis le milieu du XX^e siècle sans qu'un consensus n'émerge. A en croire Jacques Gonnet, la définition de l' « éducation aux médias » n'a cessé d'évoluer au fil du temps. Dans ses travaux, il fait remarquer que vers le milieu du XX^e siècle, des experts avaient pensé utiliser les médias, notamment la télévision, pour alphabétiser à grande échelle des populations privées de structures d'enseignement. Mais Gonnet précise qu'il s'agit ici d'une « éducation par les médias ou avec les médias ».

⁸ Jacques Gonnet, *Education aux médias. Les controverses fécondes*. - Paris : Hachette, 2001, p. 5

Comprise sous cet angle, la définition de l'éducation aux médias est différente de celle proposée en 1973 par le Conseil international du cinéma et de la télévision : *« Par éducation aux médias, il convient d'entendre l'étude, l'enseignement, l'apprentissage des moyens modernes de communication et d'expression considérés comme faisant partie d'un domaine spécifique et autonome de connaissances dans la théorie et la pratique pédagogique à la différence de leur utilisation comme auxiliaires pour l'enseignement et l'apprentissage des autres domaines de connaissances tels que les mathématiques, la science et la géographie⁹»*.

Cette définition, toujours actuelle, a toutefois été élargie et complétée en septembre 1979 par un groupe d'experts internationaux sous l'égide de l'UNESCO. A la lumière de l'instance onusienne, la notion de l'éducation aux médias recouvre désormais : *« Toutes les manières d'étudier, d'apprendre et d'enseigner à tous les niveaux (...) et en toutes circonstances l'histoire, la création, l'utilisation et l'évaluation des médias en tant qu'arts plastiques et techniques ainsi que la place qu'ils occupent dans la société, leur impact social, les implications de la communication médiatisée, la participation, la modification du mode de perception qu'ils engendrent, le rôle du travail créateur et l'accès aux médias¹⁰ »*.

Une approche que Jacques Gonnet qualifie de « confuse », car cherchant à « embrasser l'ensemble du phénomène ». Faisant remarquer qu' « à chaque fois, l'idée est de mieux décrire, de mieux cerner l'objet « éducation aux médias », J. Gonnet, se fondant sur les travaux aussi bien des chercheurs que d'institutions, avance l'hypothèse que la difficulté de circonscrire ce paradigme s'explique par le fait que l'on cherche à conjuguer des niveaux différents. Gonnet écrit : *« D'un côté, on affirme que l'école doit prendre acte de l'émergence des médias dans la société, qu'elle doit se situer, notamment dans son rôle fondamental de rapport au savoir. Et sur ce point, tout le monde est d'accord. En revanche, les solutions proposées ne sont en aucun cas consensuelles. Bien au contraire, elles révèlent les clivages,*

9 J. Gonnet, *op.cit.* p. 10

10 ID. *op.cit.*

*les imaginaires, les paris sur l'avenir qui nous renvoient à des débats classiques, notamment d'ordre politique*¹¹ ».

Dans cette recherche de délimitation de ce champ de recherche, nous avons trouvé particulièrement intéressante la définition d'Evelyne Brumder-Bevort. Selon elle, « *l'éducation aux médias a pour but de transmettre des compétences pour trouver, analyser et évaluer les messages, les images et les sons auxquels nous sommes quotidiennement confrontés et qui constituent une part de notre culture contemporaine, mais aussi pour se comporter en producteurs de contenus avertis*¹² ». Evelyne Brumder-Bévort met l'accent d'une part sur deux choses. Premièrement, elle montre l'importance pour les élèves de pouvoir décrypter les discours et autres récits médiatiques, et d'autre part de la nécessaire production par ceux-ci de supports pour donner leurs points de vue et participer au débat démocratique.

Il faut également souligner que le terme « éducation aux médias » n'est pas pour faciliter les choses. Jacques Gonnet trouve son caractère « assez énigmatique ». Traduit littéralement de l'anglais, ce terme présente, selon Gonnet, « l'inconvénient de ne pas tenir compte des connotations induites ». Il explique : « *Quand parle-t-on, dans les systèmes éducatifs, d'une « éducation à » ? Il y a plus gênant : « éduquer à » sous-entend par définition que l'objet « média » est à « éduquer ». Est-ce cela que l'on veut dire ? Mais ne confond-on pas dans ce cas un objet et son utilisation ? Quelle serait alors la validité d'une telle éducation ?*¹³ ».

D'une certaine façon, nous pouvons dire que l'éducation aux médias reste aujourd'hui un vaste champ à déchiffrer tellement les argumentaires ou les imaginaires qui la sous-tendent sont différents et parfois difficiles à cerner. Cela nous amène à nous intéresser à une autre question, elle aussi fondamentale, sur laquelle les avis divergent : les médias doivent-ils servir de supports aux différentes disciplines scolaires ou doivent-ils faire l'objet d'un enseignement spécifique ? Autrement dit, doit-on concevoir les médias en tant qu'outils pédagogiques

11 J. Gonnet op.cit

12 E. B. Bevort, *L'éducation aux médias : un enjeu du 21^e siècle*, Colloque CLEMI, Paris, octobre 2006

13 J. Gonnet, *op.cit.*, p. 11.

(éducation par les médias) ou comme des objets d'étude (éducation aux médias). Frédéric Lambert attire notre attention sur ce point précis. Pour lui, le générique « *éducation aux médias* » cache un vif débat où se croisent les hypothèses de sciences de l'information et de la communication, de la sociologie, de l'histoire et des sciences de l'éducation ». « *Derrière les mots « éducation aux médias », poursuit F. Lambert, chacun pense et propose des approches différentes souvent influencées par l'origine scientifique de celui qui prend position* ». Le débat ainsi posé nous pousse à revisiter les différentes positions relatives à cette question.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 2 :

EDUCATION PAR LES MEDIAS OU EDUCATION AUX MEDIAS : UNE NECESSAIRE APPROCHE TRANSVERSALE

Au Sénégal, il n'y a pas encore une intégration effective de l'éducation aux médias dans les programmes scolaires. Seulement, comme le dit si bien Ibrahima Sarr, il est utile de reposer le débat « franco-français » sur l'introduction des médias à l'école. Nombreux sont les projets mis en œuvre au Sénégal qui s'inspirent au plan philosophique de ce qui se passe en France. C'est le cas notamment du projet de l'école de Diawar (Saint-Louis du Sénégal) qui s'inspire de la philosophie de Célestin Freinet alors que celui de l'école de la Médina (au cœur de Dakar) accorde une large place à l'introduction de l'actualité et aux débats. Il s'y ajoute, note Ibrahima Sarr, que des acteurs institutionnels français tels que l'Institut coopératif de l'école moderne (ICEM) – à Diawar – et le Centre de Liaison de l'Enseignement et des Moyens d'Information (CLEMI) – dans le cadre du projet de l'Institut Panos – sont mis à contribution. Dans ses travaux, I. Sarr fait également remarquer que tout comme en France, nous observons au Sénégal des résistances et réticences à l'innovation. Telle que l'introduction de l'ordinateur à l'école. Preuve que l'école sénégalaise demeure un milieu conservateur. La raison est que les médias sont encore perçus comme des objets (ludiques) qui éloignent des objectifs fondamentaux de l'enseignement dont le manuel scolaire (sacré) est le moyen de transmission par excellence.

En effet, depuis des siècles, le support privilégié pour ne pas dire exclusif dans la transmission des connaissances et la référence de notre enseignement est le livre. Cette conception un peu figée des missions de l'école républicaine rend difficile l'introduction des médias à l'école. L'obstacle majeur de l'introduction de la presse à l'école réside aussi dans la conception de certains membres de la communauté scolaire qui continuent de considérer les médias comme un phénomène marginal et incompatible avec la formation scolaire des jeunes.

Catherine Bizot estime que « la laïcité implique une forme de neutralité et d'objectivité que l'introduction de la presse à l'école risque de mettre en péril¹⁴ ». Elle poursuit : « *Faire travailler les élèves sur des œuvres patrimoniales, appartenant au passé, était beaucoup plus commode : cela avait permis de maintenir à distance les sujets politiques ou de société et de ne jamais risquer d'être débordés par l'actualité. La peur du caractère engagé de certains journaux, dans le contexte des années qui ont suivi mai 68, a longtemps freiné la pénétration la presse dans l'univers scolaire*¹⁵ »

Il y a beaucoup d'obstacles structurels à la mise en œuvre de ce que l'on appelle « éducation aux médias ». Cette réalité est en effet fortement marquée par des habitudes, des préjugés culturels et par une organisation des enseignements conditionnée par les programmes et les examens. L'introduction des médias à l'école n'est pas donc sans poser de problèmes. Beaucoup de membres de la communauté scolaire considèrent les médias comme des technologies dont les développements ont permis l'émergence d'une vaste industrie de divertissement et de loisir. Les médias, pour eux, constituent un épiphénomène dont l'école n'a pas vraiment à s'occuper.

L'omniprésence des médias explique la mise en œuvre d'une perspective pratique qui peut entraîner la mise en exergue de la citoyenneté, d'un apprentissage à des pratiques démocratiques et des valeurs à travers une production des élèves. Cette place centrale des médias dans la vie des populations, surtout des jeunes, est l'argument premier sur lequel repose l'éducation aux médias.

Se fondant sur les travaux de certains membres de la communauté scolaire, Ibrahima Sarr arrive à la conclusion que les médias « ne font qu'entretenir l'illusion de la connaissance »¹⁶. Pour montrer le chapelet de griefs à l'encontre des connaissances et savoirs véhiculés par les médias, il juge intéressant de mettre en exergue des expressions consacrées par certains chercheurs en communication :

¹⁴ C. Bizot, *L'éducation aux médias. Avancés, obstacles, orientations nouvelles depuis Grünwald : vers un changement d'échelle*, 2008, p 3.

¹⁵ C. Bizot, *ibid*, p. 3.

¹⁶ I. Sarr, *op.cit.* p. 315.

« Louis Porcher parle d'un « savoir en miettes », Abraham Moles évoque une « culture mosaïque »¹⁷ alors que Francis Balle, dans un discours imagé, assimile la culture offerte par les médias au manteau d'Arlequin, c'est-à-dire une « *culture morcelée, rapiécée (...), une culture qui inverse la filière de la connaissance, habituée à aller du général au particulier* ». Cette "culture de masse" véhiculée par les médias s'impose de plus en plus face à la culture « classique ».

En réalité si ces controverses sont vives, c'est aussi parce que l'écrit incarne, aujourd'hui, une certaine idée de la culture. De tout temps, la transmission de cette culture, de cette connaissance, a été incarnée par le manuel scolaire. Dans l'imaginaire populaire, un journal est l'inverse d'un livre. La perspective de faire entrer un journal dans la classe peut paraître comme une pure provocation. Nous nous trouvons en effet devant deux logiques apparemment inconciliables : l'école transmet la norme ; l'information représente la rupture de la norme. L'école s'attache au fondamental, à l'inactuel ; l'information que l'on reçoit à travers les médias, les nouvelles et l'actualité représentent l'éphémère. On comprend dès lors que, sans même savoir la réalité de ce qui va être abordé, certains rejettent violemment l'entrée de l'actualité à l'école. Cette attitude de rejet des médias peut également être compréhensible du fait qu'elle témoigne d'une volonté manifeste pour l'école de défendre son monopole sur la culture. Beaucoup de propos fort critiques et défensifs à l'encontre des médias et des informations qu'ils véhiculent sont enregistrés. L'école a l'impression d'être envahie et manipulée par un monde (médias) hors de sa portée. Pour le bien de l'école et pour favoriser la démarche citoyenne, ces deux mondes, qui détiennent chacun son statut, doivent harmonieusement se côtoyer.

Cette perspective nous place justement au cœur de la problématique de l'éducation aux médias qui donne une nouvelle mission à l'école. Désormais, l'enseignant doit revoir sa relation avec ses élèves, avec les savoirs. Le but est de faire participer l'enfant de façon active aux apprentissages. On ne va plus se satisfaire, sur le plan pédagogique, de cette simple vision du monde des adultes décrite par les médias, mais la conjuguer avec l'actualité de l'enfant et

¹⁷ Ces deux citations sont tirées de la thèse de I. Sarr.

de l'adolescent. L'élève devient un sujet actif, qui participe à la construction de son savoir. Il appartient à l'institution scolaire de se donner les conditions de développer avec les jeunes les moyens de l'autonomie et de l'esprit critique nécessaires pour vivre de manière exigeante avec les médias de tous ordres et favoriser la responsabilité démocratique.

Ainsi, une éducation aux médias inclusive s'avère nécessaire. Ce qui sous-entend que les médias peuvent et doivent non seulement être des outils pédagogiques mais aussi des supports de production et d'objet d'étude pour les élèves. Appréhendée ainsi, l'éducation aux médias fait appel à des savoirs spécifiques qui doivent être dispensés par tous les enseignants, toutes disciplines confondues. Selon certains chercheurs en communication, ce serait une erreur monumentale que de faire de l'éducation aux médias un enseignement spécifique. Geneviève Jacquinet estime que faire de l'éducation aux médias un enseignement spécifique « déresponsabiliserait toutes les autres disciplines qui se trouveraient dessaisies d'un travail sur les supports, les fonctions sociales et les langages des médias ». Elle soutient que l'éducation aux médias relève de la responsabilité collective du corps enseignant et pense qu'il y a une complémentarité entre une éducation « par » les médias et une éducation « aux » médias. Elle s'appuie sur l'utilisation des documents audiovisuels dans l'enseignement pour attirer notre attention sur le fait que les deux dimensions « support » et « objet » d'étude sont intimement liées et il serait dommage, voire dangereux, d'exploiter l'une sans l'autre.

La position de Geneviève Jacquinet est comme une mise en garde. Elle nous montre qu'il est hasardeux d'étudier la seule mise en forme d'un document audiovisuel qui peut présenter des informations erronées ou tendancieuses sans les rectifier, sous prétexte qu'on étudie l'objet audiovisuel. Elle dit aussi qu'il est malfaisant pédagogiquement et malencontreux théoriquement de ne considérer le document audiovisuel que comme support à un contenu et de l'étudier du seul point de vue référentiel. Elle met là l'accent sur les représentations, un sujet qui a particulièrement intéressé Roland Barthes.

Dans son ouvrage intitulé *Mythologies*¹⁸, Roland Barthes nous entraîne à réfléchir sur les idées préconçues avant d'aborder un document, sur les effets induits dans l'appréhension d'un sujet et sur les processus d'influence. Barthes pense que si les médias étaient des fenêtres ouvertes sur le monde, s'ils réfléchissaient la réalité, il n'y aurait pas plus intérêt à les étudier qu'il n'y en a à étudier une vitre. Roland Barthes montre que les médias sont fabriqués de toutes pièces, que leurs messages sont codés et que l'on se doit de les lire avec un esprit critique. En réalité, soutient-il, étudier un document notamment audiovisuel du seul point de vue référentiel, c'est occulter sa spécificité langagière et entretenir une naïveté sur laquelle repose déjà toute une tradition de la pédagogie audiovisuelle, à savoir qu'« image = réalité ».

Une véritable éducation aux médias suppose donc une prise en compte des deux dimensions « support » et « objet ». C'est cette transversalité, qui, nous permettra de savoir comment caractériser et classer tout document, quelles catégories proposer et la prise de conscience des genres, des fonctions, des ambiguïtés et des procédés narratifs en usage. Faire de l'éducation aux médias un objet d'enseignement autonome ne contribuerait qu'à maintenir la marginalisation des médias dans la formation globale des jeunes, l'idée qu'ils sont de simples technologies utiles à certains travaux ou encore qu'ils ne sont que des objets de divertissement sans incidences. C'est aussi la position défendue par Michel Pichette, qui défend que l'éducation aux médias peut et doit recouvrir la totalité des enseignements. Selon lui, « *toutes les disciplines sont autant d'occasions de traiter des médias comme ils sont depuis longtemps l'occasion de développer la maîtrise de la langue maternelle. De l'enseignement des mathématiques à l'étude de la géographie, de l'écologie humaine, de l'histoire ou de la langue maternelle, toutes les disciplines peuvent concourir à une alphabétisation aux médias. Il faut éviter une "pensée magique", qui postule que le simple fait de parler ponctuellement des médias s'accompagne tout naturellement par le développement d'une compétence médiatique. Or rien n'est moins certain*¹⁹ ».

¹⁸ Roland Barthes, *Mythologies*, Paris : Seuil, 1957

¹⁹ Michel Pichette, *Apprendre à vivre avec les médias, une urgence pour l'école et la démocratie. L'école et les médias*, *MédiasPouvoirs*, hors série, 1995, p. 126.

Pour Michel Pichette, l'éducation aux médias ne saurait se limiter à la simple analyse des messages des médias et à des discours sur les valeurs. L'initiation des jeunes aux dimensions touchant entre autres la production médiatique est aussi importante que le sont tous les autres apprentissages. Il conclut : « *L'initiation à la production représente la prise en compte de la dimension ludique si importante qui unit la plupart du temps les jeunes aux médias. Associer l'initiation à la production aux autres enseignements sur les médias, c'est associer le développement de la pensée créatrice à l'exercice de la pensée critique. C'est initier au droit à la communication*²⁰ ».

Avec le journal qu'ils ont eux-mêmes créé, les élèves apprennent à juger les œuvres qui leur sont soumises. Mieux, ils découvrent ce qui se cache de faux et de contradictoire dans les rubriques des journaux classiques. Le journal scolaire témoigne du mode de vie des élèves et donne un aperçu de la culture « jeune ». On ne peut pas vouloir ouvrir l'école au monde extérieur sans laisser les jeunes s'exprimer librement à son sujet. Cela implique, inversement, que les élèves s'intéressent à leur environnement, qu'ils se tiennent au courant de ce qui s'y passe. Cette perspective ressert les liens qui existent entre information et éducation.

Favorable à un enseignement spécifique des images et des médias, Frédéric Lambert, qui se fonde sur sa propre expérience, fait remarquer qu'il existe un savoir spécifique à acquérir lorsque l'on veut analyser les messages « scripto-audio-visuels », les langages et les supports des médias. Il justifie sa position au nom de l'égalité aux savoirs : « *Aujourd'hui, une éducation aux médias repose sur des hasards et des militantismes qui s'épuisent : selon les enseignants qu'il aura eus tout au long de sa scolarité, un élève peut très bien ne pas avoir reçu de cours lui permettant de comprendre quelles sont les intentions et les conventions qui organisent le message d'un média* ».

En revanche, pour Jacques Gonnet, qui a une vision plus large, c'est l'actualité qui fait prendre conscience que l'enseignement dispensé à l'école est source de construction de sens.

²⁰ M. Pichette, *ibid.*, p. 127.

Selon lui, partir de l'actualité apparaît ainsi comme une « *motivation irremplaçable* ²¹ » pour valoriser le savoir dispensé. Pour autant, cela n'enlève en rien le respect qu'il a pour ceux qui n'ont pas la même position que lui. Gonnet précise sa pensée : « *Qu'on ne se méprenne pas et ce point est central dans la démarche proposée : dans la mesure où l'éducation aux médias est un combat pour faire reconnaître le caractère indispensable d'une formation pour les enseignants et pour les élèves, j'y souscris sans réserve* ».

Gonnet met l'accent sur deux éléments fondamentaux. D'une part, il rappelle que l'éducation aux médias implique avant tout la recherche d'une plus grande liberté de penser et d'action. D'autre part, il souligne que son introduction dans les programmes scolaires exige la mise en place de ce qu'il appelle « *un espace de disponibilité* ». Avant de décrire un événement, avant d'expliquer sa mise en scène, les structures du récit, avant de maîtriser sa « *grammaire* », Jacques Gonnet pense qu'il est indispensable d'accepter dans un espace ce qu'il appelle « *le désordre des émotions, l'interrogation non encore formalisée* ²² ». « *Si l'actualité entre à l'école, explique J. Gonnet, il ne faudra surtout pas se résoudre à la « travailler » comme un objet, comme une discipline. Lui ôter son caractère de choc, la déréaliser, la banaliser, serait une façon dramatique d'oublier sa dimension émotive. En ce sens, il ne s'agirait surtout pas « d'étudier les médias » comme on apprendrait une carte de géographie ou un théorème de mathématiques, mais d'abord d'accepter ce bouillonnement dont les quelques exemples cités donnent une image que l'on pourrait amplifier, et de proposer ce que nous appelons un « espace de disponibilité », ce lieu de suspension qui permet la mise en commun des faits et de ce que provoquent les faits sur moi ou sur le groupe* ²³ ».

Il y a quelque chose de commun chez Jacques Gonnet, Michel Pichette et Frédéric Lambert : ils défendent une éducation aux médias qui privilégie les démarches transversales et celles qui visent une éducation active du futur citoyen. L'objectif final est toujours de permettre aux élèves d'acquérir une meilleure compréhension du monde tout en développant leur sens critique. Cet objectif peut se décliner en trois axes.

²¹ J. Gonnet, *ibid.*, p 39

²² J. Gonnet, *ibid.*, p 41

²³ Jacques Gonnet, *De l'actualité à l'école. Pour des ateliers de démocratie*, Armand Colin, 1995, p. 54.

Premièrement, favoriser la démarche citoyenne : le travail sur l'actualité se fait dans l'optique de la participation démocratique. Pour cela, il privilégie la réflexion, et les notions de subjectivité, d'opinion et de pluralisme des idées. Il se démarque de toute attitude consumériste ou exclusivement techniciste. Il ne s'agit pas de prendre une distance cynique vis-à-vis de l'information, au contraire d'en stimuler le goût. Ce qui suppose de comprendre comment on est informé et savoir s'informer pour élaborer son opinion tout en respectant celles des autres. Mieux, de savoir et vouloir s'exprimer à son tour pour faire entendre sa propre opinion dans le respect de celle des autres. Le deuxième axe de cet objectif, c'est de comprendre les langages de l'information et leurs conséquences sur la réception : en abordant l'information au travers de ses supports, de ses modalités de diffusion et de réception, on intègre les nouvelles technologies sans les refermer sur leur objet. Le troisième axe consiste à développer la dynamique à l'œuvre entre actualité et disciplines scolaires, entre information et savoir, entre l'actuel et l'inactuel. Il s'agit d'éclairer la proximité des médias, en s'appuyant sur la curiosité et l'intérêt des élèves, pour les aider à élaborer des savoirs. En même temps, on mettra toujours à profit le fait que le travail sur l'actualité, par les questionnements qu'il apporte sur le monde contemporain, renvoie à l'inactuel, au fondamental.

L'« espace de disponibilité » évoqué par Jacques Gonnet peut et doit justement agir comme un espace de médiation susceptible de permettre le dépassement des peurs, des haines, des incompréhensions pour se transformer en espace éducatif. Selon Gonnet, « *oser reconnaître la différence, le pluralisme, partir du vécu individuel, de la motivation pour construire les savoirs, cette tâche est sans doute ambitieuse. Mais c'est là le sens profond de l'école, qui doit se situer à mi-chemin entre espoir et nécessité*²⁴. C'est que pour Gonnet, l'actualité la plus polémique peut être source de construction du savoir dès l'instant où des règles du jeu sont inscrites. L'actualité, explique-t-il, autorise « *un point de départ, un débat collectif, une découverte des différents points de vue avec la nécessité de règles du jeu, du respect de la position de l'autre* ». L'élève est engagé dans un processus actif et constructif lié à un savoir faire, à un savoir agir à l'égard des médias, qui va tout à fait dans le sens des nouvelles pratiques pédagogiques où il construit son savoir.

²⁴ J. Gonnet, *op. cit.* p. 45.

L'activité scolaire traditionnelle fait que de nombreux élèves se lassent de concentrer leur attention sur les connaissances et les habitudes d'autrui. L'introduction de l'actualité à l'école obéit également à une seconde dimension que Jacques Piette qualifie de « *perspective pratique* ²⁵ ». Celle-ci privilégie une approche centrée principalement sur l'initiation des jeunes aux dimensions pratiques de la production médiatique. Piette considère que la connaissance de l'univers des médias passe avant tout par l'expérimentation de la production de messages. Par « perspective pratique », Piette entend tous les programmes axés sur l'apprentissage des techniques et des procédés de production de la communication notamment audiovisuelle. Il y inclut également l'apprentissage de la photographie, la manipulation des appareils vidéo, l'écriture de scénarios, la production d'un journal ou d'une émission radiophonique, etc. « *L'objectif principal est de fournir l'occasion aux jeunes de découvrir par eux-mêmes la réalité derrière l'image et de prendre conscience des possibilités d'expression créatrice qu'offrent les médias. Ils prennent ainsi conscience des contraintes techniques qui influencent la production médiatique* ²⁶ ».

Cette mise en perspective de l'actualité doit déboucher sur la mise en exergue des valeurs notamment de responsabilité, de vie citoyenne et d'apprentissage des pratiques démocratiques. Bref, tous les argumentaires brandis par les militants de l'éducation aux médias.

²⁵ Jacques Piette, *L'éducation aux médias : vers une redéfinition des rapports entre l'école et les médias*, étude réalisée pour la Centrale de l'enseignement du Québec, 2007, p. 8

²⁶ J. Piette, *op. cit.*

Chapitre 3 :

LES ARGUMENTAIRES OU IMAGINAIRES DE L'EDUCATION AUX MEDIAS

Deux principaux argumentaires sont brandis : l'usage critique des médias par les élèves et la promotion des valeurs démocratiques chez ces citoyens en devenir.

Section 1 : Pour un décryptage des messages médiatiques

L'argument premier sur lequel repose l'éducation aux médias est la place de plus en plus centrale des médias dans la vie quotidienne. Le constat est unanimement reconnu : le monde d'aujourd'hui connaît une omniprésence et une influence sans précédent des médias. Avec le développement fulgurant de l'Internet venant s'ajouter aux médias traditionnels, nous ne saurions douter de l'espace considérable occupé par ces instruments de médiation dans notre société.

Première activité de loisirs et principale source d'informations, ceux-ci sont au cœur de la vie sociale, politique et culturelle des sociétés modernes. Ils façonnent la manière dont les individus perçoivent et comprennent le monde qui les entoure. Le développement des technologies de l'information et de la communication laisse entrevoir que l'importance des médias ira crescendo dans les années à venir. Ce qui pousse plusieurs chercheurs à considérer qu'il est devenu impérieux de préparer les citoyens, et tout particulièrement les jeunes, à composer de manière autonome avec un environnement médiatique omniprésent et influent. L'analyse qu'en fait l'Unesco est très intéressante : « *L'homme est aujourd'hui pris dans un réseau serré de messages et d'informations de toute nature et d'origines diverses qu'il ne domine pas toujours : la presse, la radio, la télévision, le cinéma, l'affiche etc. ne sont pas de simples vecteurs de communication ; ils constituent un véritable environnement ; ils conditionnent la pensée et déterminent bien souvent les conduites*²⁷ »

²⁷ Unesco, *L'éducation aux médias*, Paris : P.U.F, 1984.

Cette omniprésence des médias, consécutive à la diversité de leurs supports et à la professionnalisation de leurs sources, a pour conséquence la multiplication des récits qu'ils véhiculent. Michel de Certeau souligne à cet effet : « *Nos récits ne tombent plus du ciel. Tout ce qui est raconté par les médias forme des récits qui nous imposent une certaine vision du réel*²⁸ ». Selon Ibrahima Sarr, « *nous sommes entrés de plain-pied dans l'ère de la surabondance, de la dilatation des messages médiatiques. Et la plupart du temps, le lecteur-spectateur consomme les nouvelles qui lui parviennent à une vitesse vertigineuse sans prendre le recul nécessaire*²⁹ ». Dans ce contexte de surabondance, le consommateur, s'il n'y prend garde, risque d'être emporté par le « *tourbillon médiatique* », parce qu'il lui est difficile de faire la part des choses entre le vrai et le faux, entre l'essentiel et l'accessoire, poursuit Ibrahima Sarr.

Francis Balle fait partie des premiers chercheurs en communication à noter une telle place centrale des médias dans notre vie quotidienne. Il écrit : « *Pays, dictateurs, catastrophes aériennes, inondations, tremblements de terre, attentats, prises d'otages, suicides collectifs, conflits armés, sectes kamikazes, déclarations, discours ou simples anecdotes finissent tous comme légumes cuits dans le même brouet insipide, délibérément privé de relief dans une marmite médiatique qui ne déteste rien tant, au fond, que la véritable hétérodoxie intellectuelle. Celle de la pensée aventureuse, hors norme, authentiquement décalée. Celle qui donne à réfléchir et à penser, plutôt qu'à voir. Quand l'information se veut simple miroir de la complexité du monde, son spectateur se retrouve perdu, aux confins de deux labyrinthes : celui du réel et celui de ses représentations*³⁰».

A travers cette métaphore du « *journaliste-cuisinier* », (expression que nous empruntons à Ibrahima Sarr), Francis Balle nous avertit que le triomphe de l'information et la communication va crescendo. Ce phénomène de surabondance des messages médiatiques se complique davantage avec les mutations technologiques symbolisées par l'Internet. En effet, avec ce « *méta-média* », qui concentre sur un même support tous les médias traditionnels

²⁸ Cité par Ibrahima Sarr dans Thèse de doctorat, *op. cit.*, p. 314

²⁹ Sarr, *op.cit.*, p. 314.

³⁰ F. Balle, *Le mandarin et le marchand. Le juste pouvoir des médias*, Paris : Flammarion, 1995, p. 134.

(radio, presse, télévision) et qui les rend accessibles pratiquement à toute heure et en tout lieu, ce sont tous les pratiques et usages sociaux qui sont transformés. Avec la « Toile », nous sommes passés, peu à peu, d'après Francis Balle, d'une société pyramidale où dominent les médias de masse à une société de connexion, une société beaucoup plus réticulaire où les messages, les idées, les œuvres, les opinions et les données circulent dans tous les sens, non pas de haut en bas, mais de façon horizontale.

Autrement dit, avec les technologies de l'information et de la communication, nous assistons à « un grand bazar de l'information », selon la belle expression de Dominique Wolton³¹. C'est qu'avec l'Internet, chacun pense qu'il peut être journaliste. La technologie met à la portée de tout un chacun la capacité de recueillir, de publier, de diffuser des images et des opinions. N'importe qui peut faire part au monde sa vision de l'actualité ou devenir producteur d'images. On assiste le plus souvent à la prolifération d'une masse d'informations sans aucune fiabilité, sans vérification aucune. Ce qui ouvre la porte à la désinformation, à la manipulation et à la propagande. Nul ne peut nier aujourd'hui l'existence du malaise dans l'information. Partout la crédibilité des médias est mise en doute alors qu'ils n'ont jamais été aussi nombreux, variés et performants. Ignacio Ramonet résume bien ce fait lorsqu'il souligne que « *l'information prolifère mais avec une garantie de fiabilité nulle*³² ». D'après lui, on assiste aujourd'hui au triomphe du « journalisme de spéculation et de spectacle » au détriment du « *journalisme d'information* »³³. Il écrit : « *La mise en scène l'emporte sur la vérification des faits. Au lieu de constituer le dernier rempart contre cette dérive due aussi à la rapidité et à l'immédiateté, de nombreux médias ont failli à leur mission et contribuent parfois, au nom d'une conception paresseuse ou policière du journalisme d'investigation, à discréditer ce qu'on appelait le « quatrième pouvoir*³⁴ ». Cette question relative à la manipulation et à la désinformation des médias a fait l'objet de nombreuses réflexions. La constante est que les discours des médias ne sont pas neutres. A travers des procédés comme l'omission, la surenchère, le cadrage des événements, la présomption non corroborée,

³¹ Tribune de la presse francophone.

³² I. Ramonet, « Journaliste : au risque de se perdre », *Manière de voir*, n° 80, mai 2005, p. 32

³³ Ignacio Ramonet, *Ibidem.*, p. 32

³⁴ *ID.*, *Ibidem.*, p. 32

l'allusion, le jugement implicite, de nombreux chercheurs démontrent que le milieu de l'information n'est pas aussi autonome des mondes politique et économique qu'il veut bien le prétendre. Cette désinformation, note Francis Balle, est en ce sens, l'autre nom de la propagande, avec néanmoins une grande différence : « *La désinformation n'avoue pas sa véritable identité, elle prétend même faire le contraire de ce qu'elle fait, afin de n'éveiller aucun soupçon et de ne soulever aucune résistance*³⁵ ». Tout cela pour dire que même si les débats sur la déontologie font recette. Les médias et les journalistes n'ont jamais été autant critiqués qu'ils le sont actuellement.

L'un des objectifs essentiels de l'éducation aux médias est justement d'apprendre aux élèves « à décrypter les médias, mais aussi d'apprendre à les utiliser pour ne pas devenir analphabètes dans (leur) communauté ». En d'autres termes, comme le souligne si bien Michel Pichette, il s'agit, avec ce nouveau type d'enseignement, de se doter de moyens pour « échapper aux pièges des manipulations et des séductions de toutes sortes³⁶ » qui nous font tant craindre les médias et nous sentir impuissants. Avec l'éducation aux médias les jeunes se donnent les moyens de développer leur autonomie nécessaire pour vivre de manière exigeante avec les médias de tous ordres et favoriser la responsabilisation démocratique.

Mais il est important de rappeler que l'éducation aux médias poursuit un objectif général qui va bien au-delà de la simple initiation des jeunes à la compréhension des particularités de tel ou tel média. On vise d'abord et avant tout le développement de l'esprit critique autonome des élèves à l'égard de tous les phénomènes médiatiques. On souhaite qu'ils soient capables de transposer à d'autres situations, les habiletés d'analyse critique qu'ils ont développées en abordant en classe l'étude des médias. Pour les tenants de l'éducation aux médias, la question cruciale devient alors : quelle est exactement la valeur de cette œuvre, de cet article, de ce texte ? Les tâches de production assignées aux élèves stimulent le débat et la participation. Ce qui les amène à se départir de leur attitude de simples consommateurs.

³⁵ F. Balle, *Les médias*, Paris : Flammarion, 2000, p. 100

³⁶ Michel Pichette, *L'éducation aux médias. Une urgence pour l'école et la démocratie*, communication, Université d'été, (Clemi), Montpellier, 1994, p. 7.

Faire preuve d'un esprit sélectif et analytique, rédiger et faire passer un message sont des aptitudes que l'élève doit exercer. Celui-ci doit manifester une attitude critique et formuler un message. L'initiation aux médias en milieu scolaire doit être conçue comme un jeu pédagogique qui correspond au monde visuel et au développement cognitif de l'élève. Le but est d'amener ce dernier à se départir de son rôle habituel de spectateur-auditeur, et à adopter une attitude analytique et active à l'égard des médias.

Cette vision illustre la filiation théorique qui existe entre l'éducation aux médias et les courants de recherche en communication. Ici, c'est surtout la perspective sémiologique qui est mise en exergue. Elle fait de la question du sens des messages le fondement même de l'enseignement des médias. Le contenu de ce type de programme est centré sur l'analyse du langage des médias et sur l'étude du processus par lequel la signification des médias s'impose au récepteur. A travers ce programme, on vise à enseigner aux élèves la manière dont les médias s'y prennent pour imposer aux récepteurs certains cadres interprétatifs déterminés, certaines « *connotations particulières*³⁷ ». Il s'agit, comme le constate Jacques Piette, par le biais d'exercices centrés sur l'analyse des images, d'amener les élèves à se rendre compte du « *caractère polysémique des messages*³⁸ » et de la manière dont les médias réussissent à réduire cette polysémie. L'idée est de proposer aux élèves un apprentissage des codes et des règles par lesquels le langage de l'image et le langage des médias de masse produisent des significations. Cette perspective trouve toute sa pertinence dans l'école nouvelle dont une des missions est d'apprendre aux jeunes le travail de coopération non seulement nécessaire à la démocratie mais aussi aux modes de vie instaurés par les médias et les technologies d'information et de communication. C'est ce que Jacques Gonnet résume à travers l'expression, « *les ateliers de la démocratie*³⁹ ». Dans son analyse, il arrive à la conclusion que les pratiques démocratiques dans nos sociétés se caractérisent négativement sur au moins deux points : d'une part, il souligne que les régimes démocratiques sont rarement capables de promouvoir l'idée même de démocratie.

³⁷ J. Piette, *op.cit.*, p. 50

³⁸ *ID.*, *op. cit.* p. 50

³⁹ J. Gonnet, *Education aux medias. Les controverses fécondes*, p. 128

D'autre part, ils apparaissent encore plus sujets à caution. « *Pas de jour sans dénonciation d'affaires, de malveillances, de détournements, de corruption*⁴⁰ ». Dès lors, pense Gonnet, se pose clairement un problème de fond, un problème d'avenir. Il est d'avis qu'il faut « *réinventer des contacts* » à tous les échelons pour que les personnes aient le courage d'échanger et de dialoguer sur les choses de la cité. Ce dialogue doit reposer sur leur « *actualité* », élément commun du plus petit village à la plus grande ville. Gonnet défend : « *Des ateliers d'actualité dans les écoles, dans les collèges, dans les lycées rencontreraient très vite un succès qui serait à la mesure de la disparition de ces lieux d'échanges et de l'intense désir qui existe chez de nombreuses personnes de pouvoir entendre des générations différentes. Avec des règles du jeu simple, les thématiques prendraient en compte des événements prévisibles et les « nouvelles*⁴¹ ». Jacques Gonnet pense que c'est la meilleure manière de réinstaurer une dimension dynamique de la démocratie. Dans sa perception, ces ateliers qu'on pourrait appeler aussi « *ateliers de démocratie* » ou « *comités de démocratie* » seront nécessairement ouverts pour accueillir des personnalités extérieures et des spécialistes. La logique philosophique présente dans l'éducation aux médias serait au centre de ces ateliers puisque l'interrogation sur les savoirs serait la matière première du travail effectué. Et comme le dit Gonnet, les interrogations contemporaines sur les médias, leurs effets, leurs dangers, les espoirs qu'ils suscitent, constitueraient indirectement le travail quotidien de ces ateliers.

Il faut aussi souligner qu'avec l'éducation aux médias, ce sont tous les discours, imposés jusqu'ici dans la cité et dans l'école, qui seront remis en question. Jusqu'ici jouant un rôle incontestable dans la transmission du savoir, le manuel scolaire, confronté à d'autres formes de connaissance, se trouve aujourd'hui au centre d'interrogations nouvelles. Il ne s'agit pas ici de sous-estimer « *l'objet manuel* » qui du reste garde encore des qualités indéniables. Mais comme le fait remarquer Gonnet, l'interrogation sur les manuels va au-delà d'expériences comparatives avec d'autres sources d'information et de leurs évaluations dans les systèmes éducatifs.

⁴⁰ *ID., Ibid.* p. 129

⁴¹ *ID., Ibid.*, p. 130

Sur le plan purement pédagogique, la question fondamentale qu'on doit se poser est celle-ci : pourquoi ne pas partir plutôt des informations que nous imposent quotidiennement les médias pour apprendre à structurer les connaissances, pour apprendre à se distancer des informations en les soumettant à une approche critique ? Force est d'admettre que nous nous trouvons là dans une attitude diamétralement opposée à celle que suscite le manuel traditionnel. Dans ce dernier cas, seul le maître s'autorise à émettre des réserves sur la respectabilité de l'objet. C'est lui qui définit à partir de ses valeurs, de sa représentation du monde, les instructions et les programmes. Mieux, sa capacité à éventuellement contester le manuel le propulse dans un monde inaccessible à l'élève. Il s'agit alors, soutient Michel Pichette, d'un dialogue au sommet, d'un spectacle auquel l'élève, émerveillé ou excédé, est convié. Mais un dialogue auquel il ne saurait, lui l'élève, prendre part. Cette façon de transmettre le savoir n'a plus droit de citer dans nos écoles. L'esprit de l'école nouvelle recommande vivement de partir des motivations de l'élève, de ses centres d'intérêts. L'idée novatrice est de faire participer l'élève de façon active à l'apprentissage et à la construction de son savoir. C'est tout le sens de l'éducation aux médias. Mais l'introduction des médias à l'école suppose que ces derniers ne doivent plus être considérés comme de simples technologies dont les développements relèvent de la puissance d'argent d'une vaste industrie secondaire de divertissement et de loisir. Comme l'affirme Michel Pichette, il faut rétablir la communication dans l'organisation scolaire et préparer les jeunes à savoir vivre l'interaction dans le tissu social et dans l'univers médiatique. Pichette se fonde sur les faits pour appeler à un revirement de perspectives. Cette démarche s'impose et l'école est interpellée. Michel Pichette s'en explique : « *Nous devons en quelque sorte entreprendre de tracer notre propre carte à partir d'un autre point de vue: celui d'abord d'éducateurs conscients et informés de l'espace dorénavant incontournable occupé par les médias; celui aussi, d'éducateurs conscients que la démocratie commence par l'apprentissage quotidien de la coopération, de la solidarité et de la participation de tous aux décisions*⁴² ». Cette forme d'éducation s'impose à plus d'un titre parce qu'elle va générer chez les élèves de nouveaux comportements d'apprentissage, de recherche et de gestion des informations.

⁴² Michel Pichette, *L'éducation aux médias. Une urgence pour l'école et la démocratie*, communication, Université d'été, (Clemi), Montpellier, 1994, p. 9.

L'éducation aux médias vise ainsi, avant tout la recherche d'une plus grande liberté de penser et d'action, le développement d'une pensée critique autonome. Elle est prise de conscience de ce monde médiatique, de l'obligation vitale, individuelle et collective, d'en apprendre les données, comme on apprend à lire et à écrire, pour ne pas devenir analphabète. Une des compétences essentielles de l'école est de prémunir le jeune contre les diverses formes d'influences ou de manipulations médiatiques. Elle doit rendre l'élève apte à devenir créatif vis-à-vis des médias, c'est-à-dire capable de s'approprier un maximum d'informations originales à partir d'une vision personnelle de n'importe quel type de document médiatique.

L'éducation aux médias part, avant tout, d'une intention commune : celle de la nécessité d'entretenir à l'égard des moyens de communication de masse une distance critique, de ne pas prendre pour argent comptant tout ce qu'ils racontent, de comprendre les mécanismes qui les régissent, leurs motivations avouées et celles qui demeurent occultées, leurs travers et leurs dérives. Selon Ibrahima Sarr, c'est en rendant l'élève plus autonome et plus critique à l'égard des médias que l'éducation aux médias trouve « sa pertinence ». Pour beaucoup, le terme « critique » est intimement lié à l'éducation aux médias. C'est également en termes d'émergence d'une pensée critique autonome que le programme Ontarien, *La compétence médiatique* définit l'objectif fondamental de cet enseignement : « L'acquisition d'une pensée critique autonome⁴³. Certains chercheurs en Sciences de l'information et de la communication utilisent d'ailleurs de manière interchangeable l'expression éducation critique aux médias ou éducation aux médias pour décrire le mouvement. Dans l'esprit de bon nombre d'entre-eux, les termes « critique » et « éducation aux médias » se confondent. Aux Etats-Unis, l'éducation aux médias est très souvent synonyme d'étude critique de la télévision et les termes de « visionnement critique », « d'habiletés critiques », « d'habiletés de réception critique » ou encore « télévisionnement critique⁴⁴ » sont utilisés pour décrire le mouvement. Cette recherche d'autonomie et de développement de la pensée critique constitue donc, comme le reconnaît Jacques Piette, le dénominateur commun des différents projets d'éducation aux médias. Mais précise-t-il « *il n'y a pas de consensus sur la définition du concept d'esprit critique* ».

⁴³ Ministère de l'Éducation de l'Ontario, « *Programme La compétence médiatique* », 1989, p. 14

⁴⁴ Jacques Piette, *Éducation aux médias et Fonction critique*. –Paris/Montréal : l'harmattan, 1996, p.64

Il y a aussi le fait que pour beaucoup de chercheurs en communication, la pensée critique est une conséquence normale et inéluctable de l'acquisition de connaissances sur un sujet donné. Ils soutiennent que cette pensée critique se développerait d'elle-même et ne nécessite pas d'intervention pédagogique particulière. Cette hypothèse est battue en brèche par un mouvement qui se consacre à la promotion de l'enseignement de la pensée critique pour les élèves des niveaux primaire et secondaire (*critical thinking movement*). Ce mouvement, né aux Etats-Unis, remet en question les conceptions traditionnelles de l'apprentissage et du développement des habiletés de la pensée à l'école, tout comme l'éducation aux médias remet elle-même en question les rapports traditionnels entre l'école et les médias. L'idée centrale sur laquelle se fonde ce mouvement est que l'acquisition des connaissances ne conduit pas inéluctablement au développement de la pensée critique. Elle laisse entendre que, pour s'assurer que l'élève développe ses habiletés de réflexion critique, il faut faire de cet objectif le pivot central autour duquel s'articulent les programmes d'enseignement.

L'esprit critique, la distanciation et la recherche d'autonomie ne sont possibles que dans un contexte de démocratie, de liberté d'expression, de pensée, d'autonomie des médias et de liberté du citoyen. Ce qui nous renvoie au deuxième imaginaire de l'éducation aux médias : la promotion de la démocratie.

Section 2 : Education aux médias comme vecteur de pratiques démocratiques

Si le premier imaginaire de l'éducation aux médias propose une adaptation de l'école à la société du spectacle et de l'information, le second, selon Jacques Gonnet, part de l'opposition démocratie /dictature. On ne fait pas, souligne Gonnet, une revue de presse dans une école sous un régime de dictature parce que la liberté n'y est pas tolérée. La démocratie induit une relation à l'autre, des comportements et des débats. On a affaire ici à une démarche qui s'inscrit au cœur même de l'idéal démocratique. Le fait de travailler sur une presse pluraliste implique un certain imaginaire de l'autre, celui qui ne pense pas comme moi, qui a droit à la parole. Comme le fait remarquer Jacques Gonnet, nous nous trouvons très exactement ici dans

les pratiques démocratiques, dans le rôle que l'école doit jouer pour une promotion de la démocratie, pour une conscience du politique. Dans cette optique, les médias deviennent incitation à repenser une école qui inscrit la promotion de la culture démocratique comme un des axes majeurs de transmission de valeurs.

Cette promotion des valeurs et principes démocratiques est même l'essence de l'éducation aux médias. Dans un pays où règnent les libertés, les médias sont émancipés et l'éducation retrouve son sens originel : l'apprentissage des langages de la pensée, l'initiation aux savoirs, à certains savoir-faire, à la formation et à la citoyenneté. Il s'agit, à travers l'éducation aux médias, de faire des écoles de véritables conservatoires de la démocratie : des lieux où se transmettent-en y étant expérimentées- les valeurs démocratiques, et où se créent de nouvelles interprétations. L'apprentissage de la démocratie et de la citoyenneté induisent des comportements différents et des stratégies spécifiques. Dans un article paru dans le *Courrier de l'Unesco*, en novembre 1992, l'ancien directeur général de l'institution, Fédérico Mayor distingue quatre « *concepts fondateurs* » de la démocratie : le civisme, la tolérance, l'éducation et la libre communication des hommes. Il apparaît ainsi assez clairement que M. Mayor établit une nette complémentarité entre école, démocratie et médias. Il conforte ainsi Michel Pichette qui soutient que les médias sont « tout aussi éducatifs que l'école⁴⁵ ».

C'est sur le terrain des activités de l'école, estime Pichette, qu'il nous sera possible d'apprendre aux jeunes la responsabilité sociale en leur permettant de participer aux décisions qui les concernent et en transformant l'école en milieu de vie démocratique. Pour lui, la démocratie a plus que jamais pour condition la qualité de l'information qu'elle diffuse. A ses yeux, les institutions démocratiques nous apparaissent de plus en plus comme la chose des "autres", celle des dirigeants et des spécialistes. Elles deviennent, regrette Pichette, inaccessibles aux simples citoyens qui se retrouvent spectateurs et paralysés devant le spectacle des guerres, du chômage, des décisions du FMI, des scandales financiers et politiques. C'est que pour Michel Pichette, une démocratie digne de ce nom doit tout mettre en œuvre pour que son système éducatif prenne en charge l'analyse des médias.

⁴⁵ Michel Pichette, *Repenser l'école contemporaine*, Communication du département de l'instruction publique, Genève, 1995, p. 6

Il pense que ce serait là, une meilleure manière d'asseoir la liberté des médias mais aussi et surtout de construire la liberté d'opinion du futur citoyen. Derrière l'analyse de Michel Pichette, apparaît clairement un souci : celui d'un éducateur inquiet et manipulé par un monde hors de sa portée (les médias) pour y exiger ou changer quoi que ce soit. En réalité, c'est un éducateur qui se sent doublement inquiet et impuissant. Comme citoyen, il lui est difficile d'imaginer des pistes d'action pour améliorer la qualité de l'information dont il a besoin pour participer lui-même à la vie démocratique. Simultanément, sur le plan professionnel, comme éducateur, il est confronté au défi de former des jeunes pour qu'ils accèdent le mieux préparés possible à une vie de citoyens dans un environnement où les médias semblent concourir à dévaloriser le goût de la démocratie. Il cherche comment les prendre en compte dans ses activités d'enseignement avec des jeunes qui semblent être beaucoup plus intégrés que lui à leurs mondes avant d'arriver à la conclusion suivante : « *Pour reprendre confiance et pouvoir, nous (éducateurs et citoyens) devons aujourd'hui nous confronter à une importante remise en question des discours que nous avons laissés jusqu'ici s'imposer dans la cité et dans l'école à propos des médias et de l'initiation des jeunes à la démocratie*⁴⁶ ».

Avec Frédéric Lambert, Michel Pichette est d'avis qu'il ne faut pas intervenir directement sur le média pour qu'il modifie ses comportements au risque de porter atteinte à sa liberté. En revanche, lui imposer de facto une qualité grâce à l'éducation de l'œil et de l'esprit de son consommateur est une démarche beaucoup plus constructive et porteuse d'avenir. La démarche de ces chercheurs est d'autant plus pertinente que rares sont les établissements scolaires qui prennent en charge le travail de décryptage des langages médiatiques adossé à un usage critique des médias devant permettre à l'élève de comprendre les institutions médiatiques, leurs récits, leurs intentions et les conditions de réception des messages. Dans ce monde où la culture est dorénavant relayée par les médias, il est fondamental voire urgent de transformer l'école en un milieu de vie démocratique. Aussi est-il nécessaire que dans cet univers médiatique, caractérisé par une complexification des changements et des diversités,

⁴⁶ Michel Pichette, *L'éducation aux médias. Une urgence pour l'école et la démocratie*. Communication, Université d'été, Centre de liaison de l'enseignement et des médias d'information (CLEMI), Montpellier, 1994, p. 5

d'apprendre aux jeunes les bonnes pratiques démocratiques pour augmenter le taux de participation de tous à la vie politique, sociale et culturelle. Aujourd'hui, convaincus que la démocratie s'apprend, à travers des attitudes, des comportements et des réflexes à inculquer aux élèves, des chercheurs proposent des initiatives allant dans le sens de promouvoir des mesures et activités en faveur de l'éducation à la citoyenneté démocratique. Dans cette perspective, c'est surtout l'école qui est interpellée. Il est admis que pour être un citoyen averti, c'est-à-dire un défenseur des droits de l'Homme et des valeurs démocratiques de liberté, de pluralisme et de l'Etat de droit, il faut être instruit. Plus précisément, il faut être informé sur la vie de la cité et de ses institutions. Comme le fait remarquer Michèle Pichette, dans cette formation des futurs citoyens, c'est la responsabilité de l'école qui est engagée. L'urgence de l'ouverture de l'institution scolaire est devenue nécessaire parce que la démocratie a plus que jamais pour condition la qualité de l'information diffusée par les médias. Mais c'est aussi parce que nos activités personnelles, professionnelles et citoyennes supposent le développement des habiletés intellectuelles, des formes de communication et de gestion nouvelles des savoirs que les médias ont introduits dans toutes nos activités. Pour Jacques Gonnet, la démocratie induit une relation à l'autre, des comportements, des débats qui s'inscrivent dans une certaine vision de l'humanisme. Dans cette optique, « *l'école inscrit la promotion plus que la défense de la démocratie comme un des axes majeurs de transmission des valeurs ; elle est un lieu de vie et d'invention de pratiques démocratiques* »⁴⁷.

Dans son ouvrage intitulé *Les Sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, Edgar Morin dégage sept thèmes qu'il estime fondamentaux dans ce qu'il appelle « l'éducation du futur » mais totalement « ignorés ou oubliés ». Dans le sixième thème intitulé « *Enseigner la compréhension humaine* », Edgar Morin souligne que le problème de la compréhension est devenu crucial pour les humains. Et à ce titre, il plaide pour que cela soit une des finalités de l'éducation⁴⁸. Pour Morin, la compréhension mutuelle est au cœur des relations entre les individus, entre les nations et entre les cultures. Mais pour comprendre l'importance vitale de la compréhension, Morin pense qu'il faut reformer les mentalités, ce qui nécessite de façon

⁴⁷ J. Gonnet, *Education aux médias. Les controverses fécondes*, op. cit., p. 122

⁴⁸ E. Morin *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, Paris : Seuil, 2000, p. 103

réci-proque une réforme de l'éducation. Regrettant le dépérissement de la vie démocratique, Morin plaide pour un enseignement d'une « *citoyenneté terrestre* ». Celle-ci devrait être prise en charge par l'éducation, par l'école. Et Morin de se demander si « *l'école ne pourrait être pratiquement et concrètement un laboratoire de vie démocratique* ». Il défend : « *La classe doit être le lieu d'apprentissage du débat argumenté, des règles nécessaires à la discussion, de la prise de conscience des nécessités et des procédures de compréhension de la pensée d'autrui, de l'écoute et du respect des voix minoritaires et déviantes. Ainsi, l'apprentissage de la compréhension doit jouer un rôle capital dans l'apprentissage démocratique*⁴⁹ ».

Pour le cas du Sénégal qui nous intéresse dans le cadre de ce mémoire, Ibrahima Sarr a décrit une expérience d'éducation aux médias qui touche cette question de l'apprentissage démocratique. C'est celle de l'école de la Caserne Samba Diéry Diallo de la Médina, un quartier qui se situe au cœur de Dakar. Les débats sur l'actualité, dans cet établissement scolaire, permettent aux élèves de se forger une identité dans le cadre d'une éducation à la citoyenneté et à la paix. Selon Ibrahima Sarr, cette expérience renforce également l'intérêt et la motivation des élèves en leur fournissant non seulement « des matériaux didactiques directement rattachés à leur vie mais surtout en plaçant enseignants et élèves « *au même pied dans la recherche, l'organisation et la distribution du savoir* ». Pour Sarr, cette expérience qui entre dans le cadre du projet « *La presse à l'école* », a aussi un double avantage : « *D'une part, les groupes de presse sont invités à mettre à la disposition des enseignants et des élèves leurs productions et les journalistes, auteurs des articles, sont conviés aux débats avec les élèves sur l'actualité, au cours de séances de partage et de validation des travaux. D'autre part, les enseignants disposent d'éléments d'information pour diversifier et enrichir leurs cours* ».

Dans un monde caractérisé par une complexité des changements et des diversités, le besoin d'une participation active, informée et responsable de tous les citoyens à la société devient de plus en plus aigu. Il s'agit, entre autres, d'aider les élèves, les jeunes et les adultes à être actifs, créatifs, responsables dans leur participation citoyenne aux processus de décision. Indépendamment de l'âge, de tels principes de l'apprentissage de la démocratie mènent à

⁴⁹ E. Morin, *op.cit.*, p 127

acquérir, appliquer et transmettre des informations, des valeurs et des compétences, et ceci dans un spectre très large d'offres de formation. L'intérêt des enseignants aux nouvelles techniques pédagogiques et la participation de l'école à la vie communautaire s'en trouvent également renforcés. Toujours est-il que le but recherché est de voir comment cette forme d'éducation pourrait offrir aux élèves, les connaissances et les habiletés qui leur permettraient de prendre part, une fois adultes, aux débats, aux actions et aux décisions de la démocratie. Envisager cette perspective dans l'éducation aux médias, c'est également reconnaître, avec Jacques Gonnet et beaucoup de chercheurs en communication, que cette éducation n'est réalisable que dans un contexte démocratique. Jacques Gonnet va plus loin en soutenant : « *De même que l'on apprend à lire, à écrire et à compter pour avoir accès à une vie autonome, on apprendra demain les médias parce qu'ils sont sources de compréhension du débat public, initiation à la pluralité des pensées*⁵⁰ »

Mais entendons-nous sur un fait. De quelle éducation parle-t-on ? S'agit-il de celle qui considère que les médias sont de simples supports aux différentes disciplines scolaires ou celle qui les utilise comme objets d'un enseignement spécifique ? Difficile de répondre à cette question. Cette difficulté a poussé Michel Pichette à nous mettre en garde. « *Il faut éviter, écrit-il, une "pensée magique" qui postule que le simple fait de parler ponctuellement des médias s'accompagne tout naturellement par le développement d'une compétence médiatique*⁵¹ ». Toujours est-il que ce débat nous permet d'aborder les nombreuses positions sur cette question qui continue d'opposer, aujourd'hui encore, les spécialistes en éducation aux médias.

⁵⁰ J. Gonnet, *op. cit.*, p.123

⁵¹ Michel Pichette, *L'éducation aux médias. Une urgence pour l'école et la démocratie*, p.16

DEUXIEME PARTIE :

**DESCRIPTION ET ANALYSE DES EXPERIENCES DU PRYTANEE MILITAIRE,
DES LYCEES LIMAMOULAYE ET DE LAMINE GUEYE DE DAKAR**

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

La littérature concernant l'éducation aux médias n'est pas abondante au Sénégal. L'Institut Panos et quelques universitaires (I. Sarr, Loum et Sénéchal) se sont intéressés aux relations entre l'école et les médias. Ce qui explique la difficulté de situer de manière exacte les premières expériences d'éducation aux médias au Sénégal. Mais une idée reste largement répandue : c'est par «la télévision expérimentale» que les médias ont fait leur entrée à l'école.

Introduite après l'indépendance, avec le soutien de l'UNESCO, «la télévision expérimentale», comme son nom l'indique, était un projet pilote dont l'objectif était de produire et de tester des supports audiovisuels, pédagogiques et des équipements pour l'éducation des adultes, y compris l'alphabétisation. C'est dans le cadre de ce programme que le Sénégal expérimenta une sorte « de "Télé-Club", à Bopp – un quartier de Dakar – de 1963 à 1970⁵² ». Des émissions en langues nationales sur des thèmes comme la santé, la nutrition, l'alphabétisation y étaient diffusées. Selon Jacques Habib Sy, la «télévision expérimentale» devait servir d'appoint à l'expérience de télé-enseignement pensée par le président Senghor, sous la pression de la Banque mondiale et de la coopération bilatérale. Ibrahima Sarr résume bien l'objectif de ces organismes. «Pour ces institutions, la télévision scolaire et l'enseignement audiovisuel étaient à même d'accélérer l'alphabétisation universelle et de doper les résultats de la scolarisation primaire et secondaire dans des délais satisfaisants».

Selon I. Sarr, les relations école-médias remontent véritablement aux années 1970 avec la « radio scolaire » utilisée dans l'enseignement du français, dans le cadre d'une expérience menée par le Centre de linguistique appliquée de Dakar (CLAD). De même, «vers la fin des années 70, il y eut l'expérimentation de l'usage de la télévision. En accord avec la Télévision scolaire sénégalaise (TSS), le filtre cathodique était utilisé pour l'enseignement du wolof, du calcul, du français et pour l'étude du milieu socioculturel. En raison de l'absence de réflexion critique sur les médias, ces différentes expériences peuvent être qualifiées d'éducation *par* ou *avec* les médias⁵³», poursuit I. Sarr.

⁵² I. Sarr, *op.cit.*, p. 308.

⁵³ I. Sarr, *op. cit.* p. 326.

A la lumière de ces différentes expériences, l'objectif des jeunes pays indépendants et de leurs partenaires ne souffre d'aucune ambiguïté. Il s'agissait pour eux de passer par les médias pour éduquer les populations et, par ricochet, accélérer le développement économique et social de leurs pays. Aujourd'hui, il est plutôt question de renverser cette perspective en sensibilisant les populations aux questions d'éducation aux médias pour promouvoir la paix et la démocratie, conditions de tout développement. Sous l'impulsion d'une demande de plus en plus forte de la communauté scolaire, comme les enseignants, les contenus des programmes scolaires sénégalais ont beaucoup évolué. En quelques années, la révolution que le périscolaire a apportée dans la pédagogie est, à titre d'exemple, la création du journal scolaire. Chaque lycée ou collège possède le sien ou envisage d'en étrenner un jour. La tenue, en mars 2010, de la cinquième édition du Festival international des Journaux lycéens (F.I.J.L), à Dakar, la réception par le président Wade des lauréats des deux premières éditions de ce festival témoignent de l'intérêt que les autorités étatiques accordent à la presse scolaire sénégalaise. Aujourd'hui, l'école sénégalaise est le cadre de nombreux projets qui mettent l'accent sur une véritable réflexion sur les médias. Dans sa thèse, I. Sarr s'est intéressé à quatre expériences : - Le projet de l'Institut PANOS, à Dakar, qui concerne trois lycées : Limamou Laye, Blaise Diagne et John F. Kennedy ; l'expérience de l'école primaire de la Caserne Samba Diéry Diallo de Dakar ; celle de l'école du village de Diawar, dans la région de Saint-Louis, à la frontière sénégal-mauritanienne et l'émission « Radio Guneyi » parrainée par l'ONG Plan Sénégal et diffusée par la RTS, la radio du service public⁵⁴. Notre travail de recherche portera sur trois expériences : le projet du Lycée Limamoulaye de Guédiéwaye, l'expérience du Prytanée militaire de Saint-Louis et le projet du lycée Lamine Guèye de Dakar.

Dans le cadre de notre travail de terrain, nous avons mené des entretiens qualitatifs avec des élèves et responsables de projets et procédé à l'observation participante. Nous présenterons chaque projet (ses motivations, sa mise en œuvre et ses difficultés) et montrerons que ces expériences sont complémentaires pour faire plus de place au périscolaire.

⁵⁴ I. Sarr, *op.cit.* Ces expériences sont décrites et analysées de la page 328 à la page 364 de sa thèse.

CHAPITRE 1 :

LA VOIX DE L'ENFANT DE TROUPE : UN EXEMPLE DE LONGEVITE

Section 1 : le Prytanée militaire, un creuset d'excellence

A/Présentation du Prytanée militaire de Saint-Louis

Le Prytanée militaire de Saint-Louis (PMS) Charles Ntchoréré est l'unique lycée au Sénégal placé sous la tutelle du ministère des Forces armées. Cette prestigieuse école militaire a ouvert ses portes en 1923. Haut lieu d'éducation, de formation scolaire et militaire, le PMS a été installé à Saint-Louis à sa création, avant d'être transféré à Dakar Bango, son site actuel. L'établissement a enregistré plusieurs dénominations : Ecole des Enfants de Troupe de Saint-Louis (EETS) en 1923, Ecole Militaire Préparatoire Africaine (EMPA) en 1953, Ecole Militaire Préparatoire (EMP) en 1962 et le PMS en 1973. Le PMS a pour parrain le capitaine Charles N'Tchoréré, ancien directeur de l'Ecole des Enfants de Troupe, qui est mort le 7 juin 1940 sous les drapeaux au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

L'admission au PMS est très sélective. Le concours est ouvert à tous les garçons de nationalité sénégalaise et d'autres de la sous-région, âgés de 14 ans au plus (au 31 décembre de l'année du concours), régulièrement inscrits au cours moyen 2eme année (CM2). Le régime normal est l'internat. Les coûts de la formation sont à la charge de l'école. Le PMS est dirigé par un commandant qui exerce son autorité sur l'ensemble de l'établissement, assisté d'un directeur des études détaché par le ministère de l'Education. Les cycles d'études sont analogues aux programmes fixés par le ministère de l'Education.

L'enseignement militaire est également dispensé aux 450 élèves répartis en 23 classes (1er et 2e cycles) sous forme de modules devant déboucher sur l'examen préparatoire élémentaire et secondaire des écoles militaires, l'apprentissage au saut para et le passage au permis de conduire. Les enfants de troupe bénéficient également d'un point de bonification lors des examens d'entrée aux grandes écoles militaires.

Avec comme devise «*Savoir pour mieux servir* », le PMS a pour mission de dispenser un enseignement secondaire de qualité et une formation morale axée sur les principes de patriotisme, d'honneur et de discipline. Il est aussi une véritable pépinière de cadres pour la sous-région car, en plus du Sénégal, les enfants de Troupe (nom donné à ses pensionnaires) viennent de la Gambie, du Mali, du Burkina Faso, de la République Centrafricaine, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Niger, du Gabon et du Cap-Vert. Ce qui favorise un brassage culturel, des échanges d'idées, d'expériences entre élèves via le journal scolaire de l'établissement.

B/La VET, un modèle de journal scolaire

En matière de journaux lycéens, le Prytanée militaire de Saint-Louis ne fait pas figure de pionnier au Sénégal. Dans sa thèse, I. Sarr qui cite Adama Barry⁵⁵, nous apprend qu'au lendemain des indépendances, de nombreux journaux ronéotypés, d'une durée de vie très courte, ont été publiés par des lycéens et des collégiens. Parmi ces journaux - disponibles aux Archives nationales du Sénégal - nous pouvons citer *Navettane* (1971) du Lycée Blaise Diagne, *Kenne Flash* (1967) du Lycée John F. Kennedy, *B.D Flash* (1966) du Lycée Blaise Diagne, *La Voix du Lycée J. F. K* (1969) ou *Janxu Tey* (Litt. « Filles d'aujourd'hui »), *Sunu Xalaat* (s. d.) (Litt. « Notre opinion ») ou *Standard Saint-Michel* (1966) du Collège Saint-Michel, journal qui a continué de paraître jusque dans les années 1980.

Mais le prytanée militaire reste un établissement visionnaire et modèle. En effet, parmi la dizaine de journaux scolaires lancés au lendemain des indépendances, la Voix de l'Enfant de Troupe (VET) du PMS, portée sur les fonts baptismaux en 1972, est le seul qui continue à paraître aujourd'hui. Un exemple de longévité pour un journal scolaire sénégalais. «Au début, le journal n'était pas régulier. Mais, chaque année, le PMS s'est débrouillé à sortir au moins un numéro », explique l'actuel encadreur, Ibrahima Samba par ailleurs professeur de français⁵⁶. C'est à la salle de rédaction de la VET, spécialement aménagée dans l'enceinte du PMS, que M. Samba nous a reçu, entouré de l'équipe pédagogique.

⁵⁵ Adama Barry, « *Inventaire critique de la presse écrite sénégalaise de 1960 à 1985* », mémoire de maîtrise, Département histoire Université Cheikh Anta Diop Dakar.

⁵⁶ Entretien avec lui, à Saint-Louis, le 15 juin 2009.

Selon lui, les responsables du PMS ont très tôt compris qu'à la formation académique basée sur des objectifs pédagogiques d'acquisition théorique des connaissances, il convenait de rattacher une formation pratique axée sur la maîtrise de compétences. Autrement dit, le PMS ne devait pas se cantonner à instruire et à sélectionner la future élite de la nation. Il devait permettre à chaque enfant d'exprimer sa citoyenneté, de s'insérer dans la vie sociale, de développer sa propre personnalité. Cette politique est restée de mise. Ce qui conduit M. Samba à souligner : *« nous sommes pour « l'école nouvelle » qui préconise la participation active de l'enfant à sa propre formation et dont la démarche réside dans quelques principes simples : chercher à rendre l'enfant actif, partir de ses centres d'intérêt, s'efforcer de susciter la coopération plutôt que la compétition, privilégier la découverte par rapport à l'exposé⁵⁷ »*. Pour l'équipe pédagogique du Prytanée, il faut en finir avec ce que Edgar Morin appelle *« l'école du deuil »*, celle qui a émietté le savoir et appris aux élèves à renoncer à l'antique illusion d'un savoir général ou fondamental.

C'est l'école nouvelle qui sert de modèle à l'équipe pédagogique du Prytanée. Professeur de lettres classiques au PMS, Charles Camara, par ailleurs membre actif de l'équipe d'encadrement soutient que la *« VET est tout simplement la manifestation d'une réelle volonté politique qui veut rompre avec l'enseignement fonctionnaire, routinier et abêtissant »*, pour laisser place à *« une pédagogie plus appropriée »*. Il explique : *« La psychologie de l'apprenant reflète son statut social économique et culturel. Cette réalité fluctuante de l'enfant en devenir est le matériau sur lequel intervient la pédagogie. Si le maître n'arrive pas à concilier son action avec ces données socioculturelles, quelle que soit sa pertinence, tout l'échafaudage de son projet pédagogique risque d'en pâtir et l'élève lui-même rechignera à endosser le corset imposé. D'où l'intérêt pour l'enseignant d'être toujours à l'écoute des tendances et des influences quantitatives et qualitatives propres à éveiller la curiosité de l'apprenant, et par delà, à provoquer son adhésion à la démarche de son cours⁵⁸ »*.

⁵⁷ Dans cet entretien, M. Samba se réfère aux conclusions des états généraux de l'Education tenus à Dakar en 1981.

⁵⁸ Extrait de la leçon inaugurale prononcée par Charles Camara, lors de la cérémonie solennelle de la remise des insignes aux élèves du Prytanée, en 2005

En clair, Charles Camara prône une nouvelle pédagogie qui tient compte des rythmes de développement de l'enfant et aussi de celui des données socioculturelles qui déterminent le milieu environnant dans lequel il évolue. M. Charles Camara estime que cette nouvelle pédagogie est non seulement indispensable pour préparer les élèves à la vie, mais aussi que le monde de l'éducation doit réviser « *l'idée selon laquelle l'apprentissage ne peut pas se faire autrement que dans un cadre cartésien*⁵⁹ ». En réalité, la production de ce journal scolaire s'inscrit dans un vaste programme qui rend compte de cette formule pédagogique en cours au PMS. La réalisation, par le biais du « Club environnement », de vergers et potagers dans l'enceinte de l'école et d'un espace de conservation des espèces utiles à l'étude d'une flore riche et variée permet aux élèves de prendre conscience de leurs responsabilités au sein de la collectivité. Il en est de même de leur participation au journal de l'établissement.

A travers la VET, l'équipe pédagogique du PMS veut être en phase avec les conclusions des Etats généraux de l'Education et de la Formation - qui ont eu lieu à Dakar en 1981- et la Réforme de l'éducation de 1992 définie par une loi d'orientation nationale. « Le prytanée veut se conformer à la politique éducative du pays qui cherche à autonomiser l'élève dans ses différents modes d'expression mais aussi de prise en charge du monde », explique M. Samba. A la lumière de la démarche adoptée et des objectifs recherchés, on peut à juste raison dire que la VET est inspirée de la philosophie du pédagogue français, Célestin Freinet. Le mérite de celui-ci est d'avoir eu la capacité d'expérimenter un certain nombre de pratiques pédagogiques nouvelles, à partir d'un média, (l'imprimerie), puis d'exposer ses résultats, de les consigner dans plusieurs ouvrages qui nourriront l'enseignement dispensé en France par des milliers d'instituteurs et de professeurs qui se réclameront de lui dès les années 1925.

L'influence de Freinet déborde d'ailleurs largement du cadre français grâce à la Coopérative de l'Ecole moderne qu'il contribue à créer. Comme le recommande Célestin Freinet, l'équipe pédagogique du PMS incite les élèves à produire leur propre journal, à mettre en avant leurs propres préoccupations pour qu'ils deviennent des sujets actifs dans la transmission du savoir.

⁵⁹ Charles Camara, *op. cit.*

Section 2 : Un journal institutionnel

« La Voix de l'Enfant de Troupe », comme son nom l'indique, est une tribune pour tout «Prytanéen» qui a des idées à partager et des informations à livrer. Selon son rédacteur en chef, Pape Younouss Sy, la VET permet aux élèves d'échanger, de s'exprimer et de se divertir. Le secrétaire à la Rédaction, Dame Diop fait remarquer que le titre du journal est assez révélateur. *«La VET, c'est avant tout un journal de proximité qui reflète et popularise notre mentalité»*. Concepteur et réalisateur du journal, Moussa Samb souligne que la VET, c'est le «Prytanée au quotidien⁶⁰». En se basant sur les propos de ses rédacteurs, on peut dire, avec Jacques Gonnet, que la vocation de ce journal *«n'est pas de se faire le reflet systématique des opinions des divers membres de sa rédaction, mais d'informer largement ses lecteurs sur la vie du lycée⁶¹»*. En réalité, la VET n'est rien d'autre qu'un journal institutionnel qui se limite à livrer des informations nécessaires à la communication interne et externe de la communauté scolaire du Prytanée. L'objectif est parfois même de donner une image positive des lycéens qui ont besoin *« de se valoriser pour améliorer la qualité de leur recrutement⁶² »*.

Odile Chenevez est assez clair sur la vocation d'un journal comme celui de la VET.

«Il ne faut donc pas en attendre (d'un tel journal) la liberté totale de parole ou de ton, plus adaptée aux journaux d'expression entièrement gérés par les élèves. Pas plus que le journaliste professionnel n'attend de son journal la possibilité de déverser ses états d'âme à longueur de colonne. Il ne s'agit pas pour autant de censure, mais d'une adaptation des contenus à la vocation du journal⁶³».

Au regard de la fonction qu'elle s'est attribuée, la VET porte avant tout sur la vie du PMS, à rendre compte des activités au sein de l'établissement et à recueillir les contributions des élèves désireux de s'exprimer dans le journal. Il n'y a aucun espace de liberté et d'autonomie offert aux élèves. Par exemple, ceux-ci n'ont pas la possibilité de proférer de critiques à l'encontre de la direction de l'établissement.

⁶⁰ Interview réalisée à Saint-Louis, le 15 juin 2009

⁶¹ Jacques Gonnet, *Education aux médias : controverses fécondes*, 2001, p 100

⁶² Jacques Gonnet, *ibid*

⁶³ Odile Chenevez, *Faire son journal au collège*, CFPJ, 1993

Il faut aussi souligner qu'en raison du statut militaire de l'établissement, les élèves sont astreints à une certaine déontologie qui ne leur permet pas d'adopter une posture critique par rapport aux institutions ou à l'actualité politique. C'est pourquoi, on peut dire, avec Jacques Piette, que la VET n'est pas réellement un projet d'éducation aux médias. Ce dernier estime qu'il n'y a éducation aux médias que si les élèves concernés peuvent porter des jugements critiques. Selon Piette, l'enseignement de la pensée critique doit être au cœur de l'éducation aux médias et même du projet éducatif d'une façon générale. Piette écrit : « *En effet, qu'ils soient théoriciens ou enseignants, ce n'est jamais en termes d'acquisition de connaissances sur les médias que les auteurs décrivent la mission fondamentale de l'éducation aux médias, mais bien en termes d'émergence de la pensée critique de l'élève⁶⁴* ». Pour Piette, la dimension « esprit critique » est consubstantielle à l'éducation aux médias et que la seule manière de s'assurer que les élèves développent leur compétence intellectuelle consiste à faire de l'enseignement de la pensée critique le cœur même du projet éducatif. Jacques Piette résume sa position en ces termes :

« Le projet éducatif du mouvement pour l'enseignement de la pensée critique se résume donc dans cette volonté de proposer une vision de l'école basée sur une compréhension des dimensions de la pensée et de leur enseignement, en vue d'optimiser le développement du potentiel intellectuel des élèves. De l'avis même des chercheurs, il s'agit toutefois là d'un projet très ambitieux, qui vient non seulement remettre en question la mission traditionnelle de l'école, mais qui ébranle la conception même que nous avons du développement intellectuel de l'élève. L'école a longtemps cru que le potentiel intellectuel de l'élève était quelque chose sur lequel elle n'avait pas d'emprise ; l'enfant naît avec un potentiel intellectuel déjà déterminé qui se mesure par son quotient intellectuel, son talent, ses aptitudes, etc. si elle peut favoriser le développement de ce potentiel, l'école ne peut toutefois influencer sur le potentiel lui-même. Or les tenants du mouvement pour la pensée critique estiment que le potentiel intellectuel de l'élève peut être amélioré. En apprenant à l'élève à développer ses habiletés de pensée, les chercheurs estiment que l'on peut contribuer à

⁶⁴ Jacques Piettes, *Education aux médias et fonction critique*, Harmattan, 2007, p. 64

augmenter également son potentiel intellectuel. Ils vont même jusqu'à affirmer que l'on peut augmenter le quotient intellectuel des élèves, donnée que l'on a longtemps crue immuable »⁶⁵

L'école, argue Piette, doit désormais mettre l'accent sur l'enseignement des habiletés cognitives spécifiques et sur les stratégies de résolution de problème plutôt que de s'en tenir exclusivement à un modèle d'enseignement centré sur l'acquisition de connaissances fragmentées dans les différentes matières scolaires.

Ainsi à travers la VET, l'équipe pédagogique du PMS cherche plutôt à s'assurer que les élèves acquièrent des connaissances à travers l'animation d'un journal qu'à développer une autonomie critique à l'égard des médias. Par ailleurs, la position de Piette mérite d'être relativisée. L'éducation aux médias peut s'affilier ou s'adosser aux différentes théories de la Communication. C'est ainsi qu'un lien peut être établi entre l'expérience de la VET et la théorie sur les usages et les gratifications. Elle rassemble les programmes qui adoptent une approche très positive centrée sur les usages et les satisfactions. Jacques Piette fait remarquer que ces programmes ne voient nullement les jeunes comme des victimes potentielles de médias. Bien au contraire, les jeunes sont perçus comme des récepteurs actifs qui choisissent rationnellement de s'exposer aux médias en fonction de leurs besoins et de leurs attentes personnelles, qui sont nécessairement différents de ceux des autres. *« Selon cette perspective, ce ne sont pas les médias qui ont des effets sur les jeunes, ce sont les jeunes qui s'exposent aux contenus des médias en fonction de leurs attentes et de leurs besoins particuliers⁶⁶ ».*

L'éducation aux médias est vue dès lors comme une occasion unique pour les jeunes d'apprendre à se découvrir en tant que consommateurs des médias. On considère que c'est en apprenant à mieux connaître leurs besoins personnels que les jeunes pourront devenir des consommateurs plus avertis. Pour l'équipe pédagogique du PMS, la VET reste un outil dont l'objectif est de rendre les élèves responsables de leur pensée par le biais d'une publication qu'ils composent et diffusent eux-mêmes. En réalité, la VET opérerait une véritable révolution si elle prenait en compte l'enseignement de la pensée critique dans son projet.

⁶⁵ Jacques Piette, *Education aux médias et fonction critique*, op. cit., p. 79

⁶⁶ J. Piette, op.cit., p. 48

L'institution militaire, qui a lancé et continue de financer ce journal, est réputée pour sa culture du secret et son devoir de réserve. « *Forcément, le fait que nous soyons un lycée militaire déteint sur le contenu du journal. Il y a des sujets que nous n'acceptons pas que les élèves abordent* », explique l'encadreur Ibrahima Samba. Et parmi ces sujets, il y a ceux ayant trait à la politique ou ceux qui peuvent être « *sources de division et d'affrontement*⁶⁷ ». « Lorsque la loi autorisant les militaires à voter a été adoptée, j'ai voulu écrire un texte pour montrer que cette loi n'avait pas que des éléments positifs. Mais, je me suis vite rendu compte que ce n'était pas possible », nous a confié un Prytanéen sous le sceau de l'anonymat. Dans le programme du PMS, on constate avec Jacques Piette, qu'il ne s'agit aucunement de prémunir les jeunes contre les effets de médias, mais bien de s'assurer que la relation qu'ils entretiennent constitue une expérience culturelle enrichissante. On estime ainsi que le contact avec les médias est l'occasion pour les jeunes d'apprendre à mieux comprendre la société complexe dans laquelle ceux-ci sont appelés à évoluer.

A/Rubricage et thèmes

A son lancement en 1972, «la Voix de l'Enfant de Troupe», se présentait sous forme ronéotypée. Il était en noir et blanc, avec des articles qui abordaient des thèmes divers comme l'environnement, l'esclavage, la corruption, l'hygiène, la santé, le quotidien de « l'enfant de troupe » ou du Prytanéen. Aujourd'hui, la VET est un journal en quadrichromie de 32 pages. Mieux, il est mis en ligne sur le site du PMS : www.prytanée.sn. A ces progrès enregistrés, il faut ajouter que depuis deux ans, le journal est passé sous un format magazine. Une entreprise rendue possible par la mise à disposition de l'équipe pédagogique d'une salle informatique équipée d'ordinateurs de dernière génération. Le journal est entièrement monté par l'encadreur assisté d'une trentaine d'élèves. Aujourd'hui comme hier, on retrouve sur la Une du journal, des informations relatives à l'adresse postale, au prix (1500 FCFA. Il faut toutefois préciser qu'à l'interne, le journal est vendu à 500 FCFA), et le nom de l'encadreur. En plus de la «Vie interne», qui occupe la plus grande partie du journal, la VET compte des rubriques comme «Entre ADO», «Découverte», «Sport», et le «dossier du trimestre», qui est

⁶⁷ Entretien fait à Saint-Louis, le 15 juin 2009

remarquablement illustrée. Hormis la rubrique «Vie interne », les sujets abordés dans la VET ne sont pas déterminés à l'avance. Ce sont les événements qui imposent le choix des papiers. Chaque élève du PMS peut proposer un article. Mais ne sont sélectionnés et publiés que les meilleurs textes. «Nous tenons beaucoup aux règles d'écriture et à l'éthique professionnelle», insiste l'encadreur du journal. «*En réalité, nous fonctionnons comme une entreprise de presse* », ajoute le secrétaire à la rédaction, Dame Diop. Cette démarche trouve sa pertinence dans les propos de Jacques Gonnet lorsque celui-ci soutient : « *Le journal est un lien qui donne du sens au travail fourni pendant les heures de classe. Il valorise le groupe comme les talents individuels, il apporte des informations sur la vie de la classe mais aussi sur la vie hors de l'école, sur les joies et les peines des uns et des autres. Mais écrire s'apprend. C'est le rôle du maître d'accompagner et de transmettre ce savoir que l'on découvre et que l'on utilise d'emblée. On n'écrit pas n'importe quoi. Les textes doivent avoir une qualité reconnue par tous les élèves (on vote pour retenir les meilleurs textes). Surtout- et nous touchons ici un point névralgique pour notre sujet- on comprend de l'intérieur un certain nombre de règles du journalisme⁶⁸* »

Dans le traitement de l'actualité, les rédacteurs font tout pour éviter «les papiers éloignés», c'est-à-dire des papiers extra - scolaires. Le secrétaire à la rédaction, Dame Diop explique cette situation par le fait que la VET n'est réalisée que lors des grands événements du Prytanée. «*Il arrive qu'on censure certains papiers à controverses qui portent atteinte à la vie privée des gens* », souligne le rédacteur en chef qui cite un article qui n'a pas été retenu car contenant des mots un peu violents. D'une manière générale, les thèmes abordés par la VET témoignent du mode de vie des rédacteurs et donnent un aperçu de la culture de l'enfant de troupe. L'effet de corps joue à plein. Ils s'expriment librement sur leur établissement. Cela signifie qu'ils s'intéressent à leur environnement, qu'ils s'informent de ce qui s'y passe. Toujours est-il que certains grands événements relatés par la radio et la télévision sont parfois repris sous forme d'articles dans la VET. C'est le cas lors des grands combats de la lutte sénégalaise.

⁶⁸ J. Gonnet, *Education aux médias. Les controverses fécondes*, op. cit., pp. 90-91

«Nous avons un souci permanent de perfectionner le journal. Chaque année, on évalue sa forme, son contenu et son mode de fonctionnement », explique M. Samba, qui va bientôt boucler dix ans à la tête de l'équipe pédagogique.

B/De quelques difficultés financières...

Le journal des élèves du PMS ne paraît que trois fois au cours de l'année académique : au début du mois de décembre de chaque année, à l'occasion de la cérémonie solennelle de remise des insignes aux élèves de la 6eme ; le 4 avril qui marque la fête du Sénégal et le 10 juillet qui coïncide avec la remise des prix aux élèves les plus méritants. Le choix porté sur un « quadrimestriel » n'est pas fortuit. Le coût de fabrication d'un numéro de la VET est très élevé. Il est de 1 500 000 F CFA pour les 1000 exemplaires, qui correspond au tirage de la VET. Au cours de la réalisation du numéro de décembre 2009, la VET a connu une perte de 600 000 F CFA. *« L'insertion publicitaire de certains de nos partenaires comme le Port Autonome de Dakar et l'état-major ajoutée aux recettes de la vente du journal n'ont jamais permis de couvrir les dépenses. Le choix de parution tous les quatre mois s'explique aussi par le fait que l'enfant de troupe manque énormément de temps. En plus d'un programme scolaire qu'il faut impérativement terminer, il a l'obligation de suivre des enseignements. Ce qui leur laisse peu de temps »*, justifie l'équipe pédagogique.

En réalisant la VET, les Enfants de Troupe s'informent sur tout ce qui se passe à l'école, prennent conscience des réalités de leur environnement et comprennent les différentes étapes du processus de réalisation d'un journal : collecte des informations, rédaction, relecture et réécriture, illustrations et montage. Ils ont réussi à donner à leur journal une exposition nationale et sous régionale.

C/Une visibilité nationale et sous-régionale

Au Sénégal, la suprématie de la VET sur les autres journaux scolaires n'est plus à démontrer. Cette domination se confirme au Festival international des Journaux lycéens, organisé chaque

année à Dakar pour encourager l'introduction du journal à l'école. Depuis que ce rendez-vous des journalistes en herbe est lancé en 2004, le PMS a toujours remporté le premier prix. On reproche à la VET de disposer de plus de moyens que ses concurrents. En plus de sa qualité, la VET tire profit du prestige du PMS. Creuset d'excellence, le PMS est resté fidèle à sa vocation en enregistrant d'excellents résultats avec un taux de réussite de 82 % au BFEM alors que la moyenne nationale est de 53 % et plus de 95 % au Baccalauréat (la moyenne nationale est de 38 %) avec de nombreuses mentions Très-Bien. A cela s'ajoute la bonne tenue du PMS au Concours général, avec 27 citations dont 16 premiers prix et 11 accessits en 2009. Tout cela représente une bonne publicité pour le journal et favorise sa diffusion au plan national. Le fait que tout élève sénégalais rêve d'entrer au Prytanée renforce le succès enregistré par la VET auprès des Sénégalais.

La notoriété de la VET dépasse largement les frontières du Sénégal. C'est le seul journal scolaire du Sénégal présent dans la sous-région. Il est lu dans les 14 pays représentés au PMS. Pour accroître la visibilité du journal, la direction de l'établissement, de concert avec l'équipe d'encadrement de la VET a adopté la stratégie consistant à envoyer gratuitement, à chaque parution, deux exemplaires aux pays représentés au PMS via leurs ambassadeurs accrédités à Dakar. Les Prytanées militaires du Mali et du Burkina Faso reçoivent également chaque numéro de la VET.

CHAPITRE 2 :

LIMAMOU PRESSE : UNE APPROCHE CRITIQUE DES MEDIAS

Section 1 : Un journal pour améliorer le niveau des élèves

A/Présentation du lycée Seydina Limamoulaye

Le lycée Seydina Limamou Laye de Guédiawaye, dans la banlieue dakaroise, est le plus grand établissement scolaire du Sénégal. Créé en 1979, ce lycée polarise aujourd'hui 64 collèges d'enseignement moyen (Cem) et écoles privées du département de Pikine et de la ville de Guédiawaye. L'exploitation des rapports⁶⁹ de rentrée et de fin d'année (2009-2010) nous renseigne que le lycée Seydina Limamou Laye dispense des cours dans les filières suivantes : Sciences et Techniques commerciales (série G), Sciences et Techniques industrielles (séries S3, T1, T2), Langues et Civilisations modernes (série L1), Sciences sociales et humaines (série L2), Mathématiques et Sciences physiques (série S1) et Sciences expérimentales (série S2). Cette orientation technique et scientifique fait que le lycée est sous la tutelle du ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation professionnelle. Le gigantisme de Limamou Laye apparaît aussi à travers ses effectifs. Cet établissement compte 5086 élèves dont près de la moitié est constituée de filles (2263). Quant au personnel enseignant, il se chiffre à 279. Mais, c'est surtout les résultats obtenus lors des examens du baccalauréat technique et général qui font la renommée de ce lycée. Les statistiques affichent un taux de réussite en moyenne de 55, 62 %. Ouverts d'esprits et toujours soucieux de l'amélioration du niveau des élèves, le proviseur, soutenu par des professeurs et des élèves dynamiques, expérimente depuis 2004 un projet novateur : un journal scolaire dénommé « Limamou Presse ».

B/« Libérer la parole des élèves »

⁶⁹ Statistiques du Lycée Limamoulaye de Guédiawaye

« Limamou Presse » est un journal dont l'objectif principal est d'aider les élèves à améliorer leur niveau en français, la langue officielle d'enseignement. L'équipe pédagogique, sous la direction d'Abou Mbow, actuel directeur du livre et coordonnateur du Festival international des Journaux lycéens (FIJL), avait fait un constat : la baisse continue du niveau en français des élèves. Professeur de français, Abou Mbow a voulu s'appuyer sur la production d'un journal pour régler ce problème et améliorer les résultats de son établissement. Soutenu par sa direction, M. Mbow lance « Limamou Presse » en 2004. « *Faire un journal, c'est d'abord la joie d'écrire. On pousse les élèves à s'amuser avec l'écriture. Ce faisant, ils étalent leurs lacunes. Et c'est comme cela que nous arriverons à former de très bons élèves* », justifie M. Abou Mbow⁷⁰.

En plus de cet objectif, l'équipe pédagogique de « Limamou Presse » voulait également relever un défi, dans un contexte de difficultés et de pénuries de toutes sortes pour le système scolaire sénégalais : celui de créer un journal fait par et pour les élèves. L'équipe pédagogique est partie du constat qu'au Sénégal, les médias prennent rarement en compte les préoccupations de la jeunesse. Les jeunes n'ont pas de place dans ces journaux. En créant ce journal, ils ont voulu libérer la parole des élèves et les faire réfléchir. Dans la pratique, la nature même du journal et l'intérêt porté aux problèmes locaux rendent parfois difficile cet exercice. D'après les témoignages recueillis, lorsque « Limamou Presse » a été lancé, il y avait beaucoup d'enthousiasme chez les élèves. Chacun voulait voir sa signature dans le journal. Certains élèves pensaient qu'ils pouvaient tout dire. « Cela n'était pas mauvais en soi. Mais il fallait canaliser ce dynamisme des élèves en mettant des garde-fous » explique Abou Mbow⁷¹. Pour Annick Bounoure, ce dynamisme des élèves entre dans le cadre normal des choses : « *Les lycéens écrivent de façon spontanée. De ce fait, les thèmes qui sont abordés donnent des indications sur ce que les adolescents retiennent de l'actualité, sur les questions qui les intéressent ou qui suscitent leur réflexion. On a ainsi la trace écrite de leur perception du monde. Les journaux témoignent de leur mode de vie et donnent un aperçu de la culture « jeunes ».* Si l'on veut ouvrir l'école au monde extérieur, il faut laisser les jeunes s'exprimer

⁷⁰ Entretien avec lui, à Dakar, le 24 novembre 2009.

⁷¹ Entretien avec lui le même jour.

librement à son sujet. Inversement, cela implique qu'ils s'intéressent à leur environnement, qu'ils se tiennent au courant de ce qui s'y passe. Cette double perspective permet de resserrer les liens qui peuvent exister entre information et éducation⁷² ».

Abou Mbow met l'accent sur une question particulièrement prise en compte par l'éducation aux médias : celle de l'initiation à la responsabilité. L'idée est de faire comprendre aux élèves que la liberté dont ils peuvent jouir dans le cadre d'un journal lycéen a des limites. Ils ne doivent pas écrire des articles à caractère injurieux ou diffamatoire ou encore porter atteinte aux droits d'autrui ou à l'ordre public. Les élèves doivent savoir que quand on écrit, on ne saurait faire preuve d'irresponsabilité. La production médiatique en milieu scolaire devient dès lors une véritable éducation à la responsabilité. Jacques Gonnet est d'avis que la mise en situation de responsabilité par la production de médias apparaît comme un des moyens les plus efficaces pour découvrir les règles du jeu d'une société ; la raison d'être de ces règles et leur utilité. Gonnet s'en explique : *« L'évidence qui apparaît quand on prend la parole « pour de vrai », que le support soit un journal scolaire ou une émission de radio locale, est la conscience qu'on ne saurait faire preuve d'irresponsabilité. Porter, par exemple, des accusations ou des menaces envers un camarade, une personne de l'établissement ou de la ville dans laquelle on habite, est inacceptable. Mais au-delà d'éventuelles sanctions, on est d'abord invité à travers ce genre d'expériences à une véritable initiation sociale⁷³ »*

L'équipe pédagogique de « Limamou Presse » a changé de staff mais reste fidèle à son objectif de départ. La coordonnatrice du Club de Littérature, d'Art et de Philosophie, Binta Bouso Sarr, responsable de la Commission Presse et Information, s'inscrit en droite ligne de la démarche adoptée par ses prédécesseurs. Pour elle, le journal scolaire peut être un excellent outil au service du pédagogique. *« Pédagogiquement, « Limamou Presse » est un projet innovant parce qu'il nous permet de renforcer le contrôle d'utilisation du français pour les élèves comme les heures de cours ne suffisent plus pour corriger leurs lacunes et autres*

⁷² Annick Bounoure, Lire les journaux lycéens, INRP-CLEMI, 1996, p. 7.

⁷³ J. Gonnet, *Education aux médias. Les controverses fécondes*, op. cit., p. 110.

insuffisances »⁷⁴, nous confie Mme Sarr. Toutefois, on notera dans ce journal, des débats et des échanges.

«*Le journal est une occasion unique d'échanger et de partager nos expériences* », justifie l'élève Ibnou Fall, rédacteur en chef. Chaque élève est libre de donner son point de vue, mais il faut aussi savoir accepter le désaccord et le dissentiment. Ce qui nous renvoie à une autre dimension assignée à « Limamou Presse » : celle de former des jeunes conscients de leur responsabilité dans la cité.

Section 2 : Education à la responsabilité et mise à distance des médias

A/L'éducation à la responsabilité

A « Limamou Presse », tous les rédacteurs ont souscrit à un contrat moral qu'ils sont tenus de respecter scrupuleusement : propos mesurés, pas d'injure ni de diffamation, respect de la vie privée. L'encadreur de « Limamou presse », Mme Sarr justifie en ces termes la mise en place de ce contrat moral : « On encourage certes les prises de position, mais on apprend surtout aux élèves à respecter la vie privée des gens. En d'autres termes, on leur apprend à être responsables⁷⁵ ». Cette éducation ou initiation à la responsabilité est bien mise en exergue par Jacques Gonnet. Il écrit : « *On est en droit à partir des différentes observations de se demander si la production de médias ne représente pas une parfaite initiation à la responsabilité. En effet, elle induit l'obligation de connaître les règles juridiques liées notamment à la liberté d'expression. Il s'agit là d'une nécessité particulièrement formatrice pour les jeune⁷⁶* ». Gonnet poursuit : « *Ainsi on observe d'une part que les jeunes se trouvent dans une situation de totale responsabilité par rapport à la diffusion de leurs pensées (c'est-à-dire exactement dans la même position que les journalistes adultes) et que le chef d'établissement n'est pas non plus démuné de moyens d'agir dans le strict cadre qui résulte soit d'un écrit présentant un caractère injurieux ou diffamatoire, soit encore d'atteinte grave aux droits d'autrui ou à l'ordre public⁷⁷* »

⁷⁴ Entretien avec elle, au lycée Limamoulaye de Guédiawaye, le 22 février 2010.

⁷⁵ Entretien avec elle.

⁷⁶ J. Gonnet, *Education aux médias. Les controverses fécondes*, op. cit., p. 110

⁷⁷ *ID.*, *Ibid.*, p. 111

L'équipe pédagogique de « Limamoulaye presse » considère que faire un journal est un acte de responsabilité qui permet aux élèves de prendre conscience de l'impact des écrits et du nécessaire respect de l'autre, quand on s'exprime publiquement. Cette formation axée sur une pédagogie de projet et conçue comme une méthode d'acquisition des connaissances par la pratique est également une éducation à la citoyenneté. Le chef de la rubrique « Culture » de « Limamou Presse » soutient : « *Certes, dans le journal, nous disons comment nous voyons l'école, la santé, l'environnement, la culture etc. Mais nous apprenons aussi à être de bons citoyens, à émettre des opinions, à écouter celle des autres, à l'accepter ou la combattre, dans le respect de chacun* ». Jacques Gonnet résume bien la préoccupation des lycéens en écrivant : « *Au-delà des déclarations d'intention, il s'agit toujours (pour les lycéens) de conquérir un territoire, un espace d'autonomie, de libre parole et de s'exposer à afficher une identité - visuelle, textuelle ou rédactionnelle – face à la communauté du lycée, l'administration, les professeurs bien sûr, les parents quelque part aussi, mais surtout la masse de tous les autres élèves de l'établissement*⁷⁸ ».

En tentant de concilier ces différents aspects, « Limamou presse » cherche à promouvoir une identité collective et à construire un groupe réel. La citoyenneté n'est pas seulement une question d'idées, c'est aussi une question de pratiques, de comportements, de valeurs intériorisées. L'équipe pédagogique de « Limamou Presse » a bien compris cet enjeu, engagée qu'elle est dans un processus actif et constructif, lié à un savoir-faire, à un savoir-agir, qui va tout à fait dans le sens des nouvelles pratiques pédagogiques où l'élève crée et construit son savoir.

B/Un moyen d'agir sur l'information

« Limamou Presse », c'est aussi une façon pour l'équipe pédagogique d'amener les élèves à suivre l'actualité, à agir sur l'actualité. Cette manière d'intéresser les élèves à l'actualité passe nécessairement par la fabrication d'un journal scolaire.

⁷⁸ Jacques Gonnet, *ibid.*, p. 98.

Il s'agit de mettre l'élève en situation « d'agir pour comprendre ⁷⁹ », pour reprendre la formule de Louis Porcher. L'équipe pédagogique de Limamou Laye a fait sienne l'idée largement répandue selon laquelle les médias agissent sur les pensées des hommes. Bref, leur pouvoir d'influence est réel. Au lycée Limamoulaye de Guédiawaye, on estime que les médias ont des effets manipulateurs très puissants. Les élèves apparaissent comme de potentielles victimes, des consommateurs passifs qui subissent le conditionnement idéologique des médias. Cette question, étudiée par différents paradigmes des sciences de l'information et de la communication (des théories fonctionnalistes aux théories critiques), apparaît à travers les effets des médias de masse sur le comportement des individus. On considérerait alors ces médias comme des stimuli très puissants face à des individus très faibles, c'est-à-dire des récepteurs vulnérables.

C'est la raison pour laquelle certains prennent position pour une éducation aux médias principalement centrée sur l'analyse du rôle et de l'influence des médias dans le maintien et la reproduction des inégalités sociales. Jacques Piette résume la motivation de ces chercheurs en ces termes : « *L'objectif principal est d'amener le jeune à réaliser que les médias véhiculent des idées et des valeurs qui servent avant tout les intérêts de certains groupes particuliers, soit ceux qui possèdent et contrôlent les médias. On considère que les médias présentent des conceptions de la réalité qui contribuent à légitimer les intérêts des classes dominantes*⁸⁰ »

L'accent est mis, ajoute Piette, sur l'étude des dimensions idéologiques des messages véhiculés par les médias. Grâce à ce paradigme et à partir d'exemples puisés dans la propagande et dans la publicité à la radio et dans les journaux, on considérerait que les messages des médias de masse pouvaient provoquer ou modifier les comportements (« *behaviour* ») dans le sens souhaité par la source (les médias de masse). On attribuait ainsi aux médias de masse (radio, TV, cinéma, journaux, etc.) un pouvoir tout-puissant : celui de manipuler les gens au point de leur inculquer de nouvelles opinions, de nouvelles valeurs, de nouvelles croyances.

⁷⁹ Louis Porcher, *Les médias entre éducation et communication*, Paris, janvier 2006, p. 46

⁸⁰ J. Gonnet, *op.cit.*, p. 49

Ce que confirme Louis Porchet : «*La pensée médiatique, qui n'est pas une pensée du tout, mais la simple soumission à l'opinion que répandent les médias, une sorte de pensée commune, en somme, qui produit le décervelage du spectateur, envahit tout jusqu'aux conversations. En tout cas, c'est elle qui modèle la doxa quotidienne, les modes de fonctionnement de l'opinion individuelle et collective, forme à peine cachée de la manipulation*⁸¹ ».

Pour amener les élèves à prendre conscience de la menace « d'uniformisation et de nivellement culturel⁸² » que représentent les médias, l'équipe pédagogique de « Limamou presse » invite régulièrement des journalistes sénégalais, notamment ceux du quotidien *Wal fadjri*, un quotidien privé de Dakar. C'est une occasion unique pour les élèves de se familiariser avec ces journalistes, mais surtout de démystifier l'exercice du métier de la presse », explique le professeur encadreur de Limamou presse, Mme Sarr. Le choix porté sur certains journalistes du groupe *Wal fadjri* n'est pas un hasard. Ousmane Mangane, aujourd'hui reporter à la rédaction de *Walf TV*, est un ancien de « Limamou presse ». «Le contact a été facile avec Ousmane qui répond à chaque fois que nous le sollicitons », avance Mme Sarr.

En lisant le journal du lycée Limamou Laye de Guédiawaye, on est frappé par la diversité des thèmes abordés. « Limamou Presse » est presque comme les quotidiens sénégalais d'informations générales. On peut y lire des thèmes sur l'environnement, l'éducation, la santé et la culture. Mais ce qui fait le charme de ce journal, c'est sans doute l'intitulé des rubriques. Le dernier numéro de « Limamou Presse » est assez révélateur de cet esprit créatif des jeunes. Parmi les rubriques croustillantes, on peut citer « On a flashé », le plus souvent à la Une. Cette rubrique a été consacrée à la visite que la Première dame, Mme Viviane Wade, a effectuée au lycée à l'occasion de la journée mondiale du Sida. Il y a d'autres rubriques comme « Lol », qui traite de blagues, raille les « fashion's victims » et évoque les strings et greffages prisés par les femmes et dans « Tendances », qui aborde la « crise du pagne ».

⁸¹ Louis Porchet, *op.cit.*, p. 59

⁸² J. Gonnet, *op.cit.*, p. 50

On trouve également des rubriques plus « sérieuses » comme « Café Littéraire » consacrée généralement à des écrivains de renom. Le dernier numéro présente l'écrivain togolais Kossi Efoui, lauréat du Prix des cinq continents de la Francophonie 2009. Il y a aussi la rubrique « Santé » avec un article sur « Sida : la loi du silence on en parle », celle de la « Culture » avec trois articles qui rendent hommage au philosophe sénégalais, le regretté professeur Sémou Pathé Guèye, au mythique Nelson Mandela et au roi du Pop, Michel Jackson. Une interview exclusive avec le proviseur de l'établissement, Mbaye Sarr est également à lire dans ce numéro.

Sur le choix des thèmes abordés, Mme Sarr précise : « Il arrive qu'on choisisse de parler d'un tel sujet. Mais le plus souvent, ce sont les élèves qui réfléchissent, rédigent leurs articles et les font parvenir à la commission presse et communication ». Pédagogiquement, cette démarche est innovante. En produisant leurs propres messages, les jeunes de « Limamou Presse » s'informent de la réglementation sur les médias et saisissent l'importance de préserver la liberté d'expression et les responsabilités qui en découlent dans une société démocratique. Ils développent ainsi des comportements responsables et cultivent une estime personnelle plus réaliste, positive, ouverte à la diversité des cultures et des modèles. Il s'y ajoute que les élèves deviennent plus attentifs aux personnages des productions médiatiques et expriment leur désaccord face aux stéréotypes. Il faut toutefois souligner que « Limamou Presse » rencontre d'énormes difficultés financières.

C/Le manque de moyens, un handicap majeur

Le Club de lettres, d'arts et philosophie du lycée Limamoulaye, éditeur de « Limamou Presse », se heurte à des difficultés dont la plus sérieuse est l'insuffisance des moyens financiers. Depuis le lancement de ce journal, le corps pédagogique a toujours été en butte à des problèmes de financement. Faute de moyens, « Limamou Presse » a même connu, en 2005, une rupture dans la parution. Les 300 000 F CFA nécessaires à la fabrication du journal n'ont pu être mobilisés par le corps pédagogique.

En réalité, les difficultés financières de « Limamou Presse » sont structurelles. Ce qui a amené l'équipe pédagogique à faire un choix stratégique : un seul numéro par an. Nonobstant ce choix, les problèmes de « Limamou Presse » restent entiers. N'eut été une aide du «Projet qualité», logé au ministère de l'Education, le dernier numéro n'aurait pu sortir des presses. Le problème de trésorerie de « Limamou Presse » est accentué par la pauvreté des élèves. En effet, dans ce lycée de la banlieue dakaroise, peu d'élèves sont à mesure de se payer le journal à 200 F CFA. Guédiawaye est un quartier où la majorité de la population est confrontée à des problèmes de survie. Le nombre très élevé d'invendus illustre à suffisance cette incapacité des élèves à acheter leur produit.

Le dernier numéro a connu un faible taux de vente. Seuls 147 numéros sur 500 exemplaires ont pu être vendus. En réalité, le Club de lettres, d'arts et de philosophie est en partie responsable de ce taux élevé d'invendus. En effet, aucune mesure n'a été prise pour un bon écoulement de « Limamou Presse ». L'équipe pédagogique aurait pu régler ce problème et renforcer ses moyens financiers si elle s'était inspirée de l'expérience du «Livre de vie de Diawar » décrite par Ibrahima Sarr dans sa thèse. Celui-ci nous apprend que pour mieux écouler ce journal, la coopérative de l'école de Diawar a pris les mesures suivantes : chaque enseignant est tenu de passer commande ; chaque classe doit acheter au moins deux exemplaires. Avec un total de 106 classes et plus de 229 enseignants, le corps pédagogique de Limamou Laye, prenant exemple sur le projet novateur de l'école de Diawar, aurait pu s'en sortir au plan financier. Tout cela pour dire que « Limamou Presse » connaît un réel problème d'organisation et d'implication de tous les segments de l'établissement. L'encadreur, Binta Bouso Sarr avoue : *«Je reconnais qu'une plus grande mobilisation des enseignants et de la direction de l'établissement nous aurait valu beaucoup de succès. Mais, il faut dire que tout le monde ne mesure pas à sa juste valeur l'enjeu qui sous tend la création d'un journal scolaire. Cela va prendre du temps. Mais une chose est sûre : les collègues finiront par prendre conscience et venir nous accompagner dans notre aventure⁸³».*

⁸³ Entretien avec elle à Guédiawaye en novembre 2009

Malgré les difficultés inhérentes au milieu telles que le manque de moyens consécutif à la pauvreté des populations, l'équipe pédagogique ne compte pas baisser les bras. Elle tient coûte que coûte à faire paraître régulièrement « Limamou Presse ». Toujours à Dakar, mais cette fois-ci au cœur de la capitale, une autre expérience s'inscrit dans la lignée de « Limamou Presse » : « le lycéen » de Lamine Guèye.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

Chapitre 3 :

LE LYCEEN DE LAMINE GUEYE : LA CONSTRUCTION D'UN ESPACE DE DEBAT.

Section 1 : De « Pencum Daara » au « Lycéen »

C'est durant la rentrée scolaire 1923-1924 que le cours secondaire de Dakar, actuel lycée Lamine Guèye, a été créé. Il était situé sur le site de l'actuel boulevard de la République. Au début, il ne comptait que des classes de la 6^e à la 3^e. Progressivement ont été créées à partir de 1924, une classe de seconde, une de première (1925) et une de Terminale (1926). L'établissement comptait ainsi 14 classes pour un effectif de 720 élèves. Le cours secondaire de Dakar est baptisé lycée Van Vollenhoven en 1939. Il se dota d'un pavillon central et fonctionna en internat. Une école élémentaire sera encore jointe aux classes secondaires jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, avant d'être déplacée à la rue Thiers pour constituer le «Petit lycée ».

Dans le cadre de l'idéologie du « Sursaut national » de la technocratie dioufienne ancrée dans la mémoire nationale avec le déboulonnage des statures coloniales, la valorisation des langues nationales, l'attribution de nouveaux parrains aux écoles, le lycée Van Vollenhoven sera rebaptisé en avril 1984 du nom de l'ancien président de l'Assemblée nationale, Me Lamine Guèye. En 1986, il est scindé en Cem (de la Sixième à la Troisième) et en lycée (de la Seconde à la Terminale). A la rentrée 2009-2010, le lycée Lamine Guèye de Dakar compte 172 professeurs et 48 classes pédagogiques dont 43 salles (physiques) pour un effectif de 2872 élèves répartis comme suit : 1890 élèves pour le lycée et 982 élèves pour le collège.

Au lycée Lamine Guèye, on recense 18 clubs qui participent à l'animation culturelle et donnent vie à l'établissement. Parmi ceux-ci, il y a le Club des amis de la Bibliothèque, qui gère la publication du «lycéen », journal conçu pour être « les yeux et les oreilles » des élèves de Lamine Guèye. Mais le lycéen, c'est avant tout une longue histoire, une belle aventure qui a démarré avec «Pencum Daara ».

Peu d'élèves et de professeurs connaissent « Pencum Daara ». Bref, il est difficile de trouver au sein de la communauté scolaire quelqu'un qui peut parler de ce journal, ancêtre du « lycéen ». Sans doute, cela est dû au petit nombre d'exemplaires de « Pencum Daara » encore disponibles. Seuls trois numéros de ce journal sont disponibles auprès de l'animateur culturel du lycée. Un numéro « spécial femme » qui n'est pas daté et dont les articles reviennent sur la condition féminine, l'égalité homme/femme, les coutumes (mariage), certains sujets d'actualité comme l'émancipation de la femme, et d'autres thèmes comme le gaspillage. En revanche, les deux autres numéros sont bien datés. L'un est d'avril 1985 et parle de la perception des élèves du foyer scolaire, de l'année internationale de la jeunesse (édition 1985) et de la vision des potaches sur l'école nouvelle. Le troisième numéro disponible est daté de mars 1986. Dans ce numéro, on retient des critiques et suggestions d'élèves sur le fonctionnement du foyer, des articles sur la paix, l'Apartheid, la famine, « Caire 86 » (Coupe d'Afrique des nations de football), un hommage au professeur Cheikh Anta Diop, décédé en février de la même année.

Le lecteur de ces différents numéros est frappé par la qualité d'écriture des textes et la profondeur de la réflexion. « *C'était une période où les élèves aimaient étudier, lire et écrire* », justifie, l'animateur culturel du lycée, Abdoulaye Sy. Celui-ci rappelle que la sélection des articles à publier était rigoureuse. C'est peut être aussi parce que n'importe qui n'écrivait pas dans « Pencum Daara ». Il fallait être un bon élève, maîtriser le français, avoir une bonne conduite et cultiver le sens de la responsabilité. D'une façon générale, les thèmes abordés étaient relatifs à l'hygiène, à l'éducation, à la solidarité, à la culture, à la santé, à la discipline, à la communication et au sport. Bref, des thèmes en relation avec la vie sociale, leur vie à l'école. On est dans ce que Jacques Gonnet appelle « *un dialogue inter-générationnel* ⁸⁴ ». C'était une manière, a expliqué l'animateur culturel du lycée, d'aider les élèves à structurer et à partager leurs pensées, à s'adresser aux autres. « On les initiait à la prise de décision et on les poussait à être des citoyens beaucoup plus responsables », fait-il remarquer.

⁸⁴ Jacques Gonnet, *Education aux médias. Les controverses fécondes*, op. cit., p. 116.

« Pencum Daara » était un mensuel qui se présentait sous forme ronéotypée et était en noir et blanc. Sa confection était confiée à une commission appelée « Commission du journal », un démembrement du Conseil d'animation et de programmation du foyer socio-éducatif de Van Vollenhoven. « Pencum Daara » paraissait trois fois par an. Mais avec les difficultés de trésorerie dues en partie au nombre important d'invendus, ce journal - qui coûtait 100 F CFA - a cessé de paraître depuis 1987. Toutes les initiatives pour le faire renaître ont été vaines. Il faut attendre 2001, avec le Club des amis de la bibliothèque, pour que Lamine Guèye se dote d'un nouveau journal : le « lycéen ».

Section 2 : Le « Lycéen », un cadre d'expression et de débat

L'idée de combler le vide laissé par «Pencum Daara » n'a cessé de traverser l'esprit de l'animateur culturel du complexe scolaire Lamine Guèye. En 1990, soutenu par d'anciens élèves du lycée, devenus journalistes, il a lancé un nouveau journal en gardant les mêmes objectifs et principes qui avaient motivé la publication du « Pencum Daara ». Malheureusement, pour des raisons diverses, son projet n'a pas abouti. Il a fallu attendre l'année 2001, avec la mise en place du club des amis de la bibliothèque, pour voir son rêve se réaliser. En réalité si ce projet a finalement abouti, c'est grâce au dynamisme et à l'engagement d'un groupe d'élèves et surtout grâce à la détermination du conservateur de la bibliothèque, Saliou Samb. Ce dernier voit à travers la publication de ce journal, un « *excellent moyen* » d'attirer l'attention des élèves sur l'orthographe des mots mais aussi un outil de promotion de la lecture. « *Depuis l'avènement du portable et de l'internet, on abrège tout. Aujourd'hui, peu de gens vous écrivent un message en respectant les règles de grammaire et d'orthographe. Tout le monde est donc interpeler, surtout les professeurs de français, si nous voulons réussir le pari d'une éducation de qualité dans nos écoles* », justifie Saliou Samb. C'est donc tout naturellement que ce bibliothécaire devient le coordonnateur de l'équipe pédagogique en charge de la sélection des articles et de la confection du « lycéen ». Les thèmes abordés dans le premier numéro de décembre 2001 du « lycéen » ne sont presque pas différents de ceux traités dans « Pencum Daara ». Ils renvoient tous à la vie au lycée.

On peut y lire des articles sur l'environnement, sur l'hygiène, sur l'éducation, le civisme etc. Des sujets fédérateurs qui sont des préoccupations communes aux lycéens. Comme le fait remarquer Saliou Samb, le « lycéen » est conçu pour être les « yeux » et « oreilles » des élèves du complexe Lamine Guèye. Son contenu parle essentiellement du vécu quotidien des élèves, de l'actualité au lycée. Contrairement au « Pencum Daara », les textes du « lycéen » sont relativement courts, sa typographie large et il est bien illustré. « Le lycéen » est une sorte de mur de lamentation pour les élèves et une interface entre élèves d'une part, entre élèves, enseignants et administration d'autre part.

Le « lycéen » est aussi un complément des cours dispensés par les enseignants. On peut constater cette dimension du « lycéen » en consultant le numéro du 29 décembre 2005 au 29 février 2006. Dans ce numéro dont la une est barrée par le titre « Pourquoi les élèves régressent ? », on peut lire un intéressant dossier titré « A la découverte du « génie » Cheikh Anta Diop ». Le journal revient sur la biographie et la pensée de l'égyptologue sénégalais. Dans ce même numéro, on trouve un article du bibliothécaire Saliou Samb intitulé « Un auteur à la loupe : Jean Anouilh (1910-1987) ». L'œuvre de ce dernier, *Antigone*, est au programme des élèves de Première. L'article donne ainsi l'occasion aux élèves qui n'avaient pas bien compris le cours axé sur cette œuvre de se rattraper. L'article devient ainsi un complément du cours.

Le « lycéen », est aussi et surtout un cadre d'expression, de débats et d'échanges. Avec Annick Bounoure, on peut dire qu'on assiste au lycée Lamine Guèye à une logique vivante de l'éducation aux médias. Annick soutient : « *Le ralliement se fait généralement autour de préoccupations communes aux lycéens ou de centres d'intérêt plus ou moins propres à leur classe d'âge. La vie au lycée est nécessairement un élément fédérateur puisque le groupe, en tant que tel, doit son existence au seul fait qu'il est composé de lycéens. Il s'agit, à travers le journal, de transformer un ensemble artificiellement constitué en une communauté qui se sent des goûts ou des intérêts voisins. Mais d'autres thèmes fédérateurs reviennent de façon*

*constante d'un journal à l'autre, et leur fréquence d'apparition témoigne d'inquiétudes de tous ordres, face à l'avenir notamment*⁸⁵ ».

Dans ce type de journal qui se veut rassembleur, chacun est libre de proposer son propre point de vue non sans accepter le désaccord et le dissentiment. Il arrive même qu'on y publie des articles qui se prêtent particulièrement à la controverse, sans que cela risque de mettre en péril la cohésion du groupe. Comme c'est le cas dans ce « lycéen » du 29 décembre 2005 au 29 février 2006. Dans ce numéro, il y a un article intitulé « *Gouvernement scolaire : les élèves fustigent la gestion de l'ancienne équipe* ». Gouvernement scolaire ? Peu de Sénégalais savent ce que c'est. Mais au lycée Lamine Guèye, la communauté scolaire a fini par se familiariser avec cette expression. C'est qu'il se tient chaque année au lycée Lamine Guèye une élection présidentielle. La démarche, novatrice, est simple : dans chaque classe, les élèves élisent, sur la base d'un programme, un des leurs, appelé président. Et les présidents des différentes classes se réunissent en Assemblée générale pour élire le président du lycée. Interlocuteur direct entre élèves et administration, ce dernier doit, à son tour, nommer un Premier ministre et un gouvernement de 8 ministres.

L'article en question faisait le compte rendu de l'Assemblée générale annuelle, rencontre au cours de laquelle les présidents des classes du lycée évaluent le bilan du gouvernement sortant et élisent une autre équipe. Cette année, le bilan présenté par le président sortant n'a pas satisfait tout le monde. Certains représentants de classes reprochent à l'équipe sortante d'avoir occasionné un déficit de 67 300 F CFA. Les rédacteurs de l'article, dans un reportage vivant, reviennent sur les débats, parfois houleux, de cette rencontre. A la même page, un petit article, un commentaire signé par Boul Falé - certainement un pseudonyme - et titré « *Où sont passés les 67 300 F CFA* » montre combien le sujet préoccupe les élèves. Mais le plus intéressant dans cette affaire, c'est qu'à la page suivante, le « lycéen » donne la parole au président mis en cause, qui livre sa version des faits, dans le cadre d'une interview. Lorsque la question des 67 300 F CFA lui a été posée, il répond :

⁸⁵ Annick Bounoure, *op. cit.*, p. 90.

«Libres à eux de dire tout ce qu'ils veulent. Mais toutefois je tiens à leur signaler que je suis blanc comme neige et que j'accepterai les critiques quoi qu'il en soit ».

Avec ce débat contradictoire en cours à Lamine Guèye et dont le « lycéen » fait écho, nous sommes en présence de ce que Jacques Gonnet qualifie d'« *apprentissage de la citoyenneté, une initiation au politique*⁸⁶ ». Le lycée Lamine Guèye devient ainsi « un lieu de vie, un lieu d'invention de pratiques démocratiques », selon les termes de J. Gonnet. Selon lui, cette ouverture devient prioritaire si l'on se situe dans un objectif d'initiation à la démocratie à travers les médias. L'expérience du lycée Lamine Guèye colle bien à l'analyse de Gonnet lorsque celui-ci soutient que la production de médias par les jeunes est liée à « *une certaine vision de l'école, vision qui privilégie le politique, la responsabilité active, un statut différent des jeunes dans la cité, un statut qui préconise une fonction de proposition*⁸⁷ ».

Au lycée Lamine Guèye donc, la classe n'est pas seulement un cadre de cours, il est aussi un lieu d'apprentissage du débat argumenté, des règles nécessaires à la discussion, de la prise de conscience des nécessités et des procédures de compréhension de la pensée d'autrui, de l'écoute et du respect des voix minoritaires. Dans cet établissement, l'administration a bien compris que l'apprentissage de la compréhension joue un rôle capital dans l'apprentissage démocratique. Le lycée devient ce qu'Edgar Morin appelle « *un laboratoire de vie démocratique* ».

Cette initiation des élèves aux principes et règles démocratiques aurait pu avoir un impact beaucoup plus important si le « lycéen », avait bénéficié de la participation et du soutien de toute la communauté du lycée Lamine Guèye.

⁸⁶ J. Gonnet, *op. cit.*, 122.

⁸⁷ J. Gonnet, *Ibid.*, p. 122.

Section 3 : Des élèves motivés, une administration moins engagée

Au lycée Lamine Guèye, l'enthousiasme, l'engagement et la détermination des élèves contrastent avec l'indifférence de l'administration dans la publication du « lycéen ». L'équipe pédagogique en charge du journal est laissée à elle-même. Aucun soutien du provisorat n'est enregistré. L'équipe pédagogique ne bénéficie pas d'une salle encore moins d'ordinateurs pour permettre aux élèves de rédiger leurs articles. C'est que l'administration du Complexe Lamine Guèye ne semble pas être concernée par la production du « lycéen »⁸⁸.

Cette situation a eu un impact négatif sur la bonne marche du journal. L'objectif d'en faire un bimestriel n'a jamais été réalisé. En 2001, date de lancement du « lycéen », il n'y a pas eu un second numéro. Il faut attendre quatre ans pour que ce second numéro paraisse. « Chaque année, les élèves rédigent des articles mais faute de moyens, nous n'avons pas pu réaliser le journal », se désole le bibliothécaire du lycée. En réalité, si le « lycéen » a paru, en 2005, c'est surtout grâce à un soutien matériel et logistique d'un groupe de journalistes de quotidiens dakarois comme *Le Populaire*, *L'Info 7* et *L'Observateur*. Ce numéro du « lycéen » a été tiré à l'imprimerie du *Populaire* et monté par l'infographiste du même journal. Mais, selon la directrice de publication de ce numéro de 2005, l'équipe pédagogique n'avait pas pu recouvrir les 75 000 FCFA mobilisés pour réaliser le journal. Pourtant, une innovante démarche a été adoptée pour écouler le « lycéen » : chacun des 18 clubs du lycée avait pris l'engagement d'acheter dix exemplaires. Mieux, l'administration et les professeurs avaient accepté d'acheter l'exemplaire à 500 FCFA en lieu et place des 150 FCFA, prix de vente du « lycéen ». Ces mesures n'ont pas eu les effets escomptés. « Nous n'avons jamais fait le point pour voir le nombre d'exemplaires vendus », dénonce le bibliothécaire, qui a décidé de ne plus mettre son argent dans un journal qui se vend à perte. Le manque de moyen et la prise de distance du bibliothécaire, une des chevilles ouvrières de l'équipe d'encadrement ont entraîné

⁸⁸ . Nos nombreuses tentatives pour obtenir un entretien avec le censeur ont été vaines. A chaque fois, celui-ci nous renvoyait vers le bibliothécaire et l'animateur culturel qui, selon lui, maîtrisent mieux que lui le dossier du « Lycéen ».

une léthargie du « lycéen » de 2006 à nos jours. En 2009, un groupe d'élèves a voulu relancer le journal. Ils ont produit des articles qui n'ont jamais été publiés, faute de moyens.

Si tout le monde se félicite, à Lamine Guèye, de la publication du « lycéen », ce journal reste une affaire de quelques élèves encadrés par le bibliothécaire et l'animateur culturel. Ce désintérêt est encore plus visible chez les enseignants. En effet, on ne trouve aucun professeur dans l'équipe d'encadrement du journal. Depuis le lancement du premier numéro en 2001, la sélection et la correction des articles sont assurées par le bibliothécaire, parfois assisté, par l'animateur culturel. Si on continue encore à parler du « lycéen », c'est parce que les élèves, membres du club des amis de la bibliothèque, sont enthousiastes et motivés. Ils sont sans moyens et sans structure d'accueil, mais toujours animés par le désir et le plaisir de s'exprimer. C'est peut être cela qui fait que, malgré les difficultés financières et organisationnelles, ce journal scolaire reste un important vivier pour la presse nationale.

Les journalistes sénégalais qui ont fait leurs premiers pas dans le « lycéen » sont nombreux. On en dénombre aujourd'hui presque une dizaine⁸⁹. L'équipe pédagogique compte beaucoup sur ces anciens du « lycéen » devenus aujourd'hui professionnels des médias, pour relancer les activités le journal de Lamine Guèye. Avec le « lycéen », cet établissement devient ainsi un espace ouvert dont la mission n'est plus expressément de transmettre un savoir, mais de découvrir les vocations et les talents, les potentialités de chaque individu. Initiés très jeunes à l'activité journalistique, ces professionnels ne doivent pas être normalement portés vers la manipulation, la diffamation et la propagande. Leur avantage par rapport à leurs confrères qui n'ont pas servi dans les journaux scolaires, c'est d'être entrés dans la profession libérés de la fascination technologique. Ils deviennent plus exigeants et conscients de leur rôle. Le « lycéen » leur a permis d'apprendre à informer et à s'exprimer avec responsabilité. En outre, on peut affirmer que plus il y a des journalistes professionnels ayant fait un journal scolaire, la démocratie se portera mieux. Comme le souligne Michel Pichette, la démocratie a plus que jamais pour condition la qualité des informations que les médias diffusent.

⁸⁹ Le bibliothécaire et l'animateur culturel de Lamine Guèye les citent avec fierté : Oumar Diaw (RTS), Amadou Ba (*L'As*), Fatou Sy (nettali.net), Talibouya Aidara (*Le Matin*), Momar Dieng (*Le Quotidien*) et Ndèye Maguette Sèye, (Agence de Presse sénégalaise).

CONCLUSION GENERALE

Finally, on peut regrouper dans une même catégorie les projets développés au Prytanée militaire de Saint-Louis, au lycée Limamoulaye de Guédiawae et au lycée Lamine Guèye de Dakar. Ils ont tous une approche centrée principalement sur l'initiation des jeunes aux dimensions pratiques de la production médiatique. Les promoteurs de ces journaux considèrent que la connaissance de l'univers des médias passe avant tout par l'expérimentation de la production de messages. On a pu noter quelques différences notamment au Prytanée où la VET est conçue pour « populariser » la mentalité de l'enfant de troupe. Mais d'une manière générale, l'objectif principal recherché à travers ces expériences est de donner l'occasion aux élèves de prendre conscience des possibilités d'expression qu'offrent les médias.

En revanche, si la catégorisation des projets que nous venons de présenter peut s'avérer utile pour saisir les différences et les similitudes qu'ils présentent, il importe de souligner que ces expériences n'ont pas pris en compte la dimension « esprit critique ». Cela est une de leurs faiblesses. L'éducation à l'usage critique des journaux est nécessaire et urgente dans un contexte où les médias de masse exposent les jeunes à un flot continu d'informations sans qu'ils ne disposent de toutes les compétences requises pour les analyser. Pour autant, on ne peut être qu'optimiste quant à l'avenir de l'introduction des médias à l'école.

Longtemps sujette à des expériences diverses, souvent isolées, l'introduction des médias à l'école est en train de prendre forme au Sénégal. La publication d'un manuel d'encadrement en la matière par l'Institut Panos Afrique de l'Ouest (IPAO) est un exemple éloquent qui illustre cette tendance. Fruit d'un partenariat entre experts du ministère de l'Education du Sénégal, universitaires, enseignants du secondaire et professionnels des médias, ce manuel de 160 pages est conçu pour les élèves de Seconde et de Première. C'est aussi un intéressant kit pédagogique pour les enseignants.

Une grande part du succès de l'intégration des médias dans le projet éducatif repose sur l'implication volontaire des enseignants. Leur militantisme actif apparaît comme le facteur déterminant dans le succès de cette innovation. Il est heureux de constater que dans notre pays, les acteurs éducatifs ne cessent de se mobiliser pour cette introduction des médias à l'école. La tenue annuelle du Festival international des journaux lycéens (FIJL) à Dakar est une preuve de leur engagement. Organisé pour la première fois, en 2004, le FIJL permet aux équipes de journaux lycéens de se rencontrer, d'échanger leurs expériences, d'être initiés aux techniques de la presse. C'est une occasion de rassembler tous les acteurs de la communauté scolaire intéressés par les journaux lycéens : professeurs, proviseurs, parents d'élèves, lycéens.

Faire un journal est un acte qui permet de prendre la mesure de l'impact des écrits et du nécessaire respect de l'autre quand on s'exprime publiquement. C'est donc promouvoir les principes et règles démocratiques. Une personne qui sait vraiment lire un journal, nous renseigne Gonnet, peut défendre ses droits dans le monde du travail, choisir le parti pour lequel elle vote, déléguer ses pouvoirs ou les retirer. Elle peut surtout conduire sa vie publique et privée sans céder au « bourrage de crâne ». Lire un journal après avoir appris à le faire, affirment les spécialistes de la sémiologie, c'est « décoder » un message : cela veut dire, en bref, comprendre pourquoi une chose est dite d'une certaine manière, quels intérêts contribuent à la mettre ici plutôt que là. Tout cela pour dire que l'éducation aux médias constitue un terrain fertile pour l'expérimentation d'innovations pédagogiques intéressantes, dans l'optique d'une redéfinition des rapports entre l'école et les médias. Tout porte à croire que l'intérêt pour ce domaine ira en s'accroissant durant la prochaine décennie. Pour toutes ces raisons, nous pensons que les autorités doivent soutenir les expériences entreprises dans les écoles, collèges et lycées, s'interroger sur la place à accorder à l'éducation aux médias dans le programme scolaire.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

OUVRAGES ET TRAVAUX ACADEMIQUES UNIVERSITAIRES

- BALLE, F. - *Médias et sociétés*. - Paris : Ed. Montchrestien EJA, 9 ème éd., 1999, 812 p.
- BALLE, F. - *Le mandarin et le marchand. Le juste pouvoir des médias*. - Paris : Flammarion, 1995, 171 p.
- BOUNOURE, A. - *Lire les journaux lycéens*. Paris : INRP-CLEMI, Coll. « Politique, pratiques et acteurs de l'éducation. – 1996.
- CHENEVEZ, O. - *Faire son journal au collège*. Paris : CFPJ, 1993.
- GONNET, J. - *De l'actualité à l'école. Pour des ateliers de démocratie*. - Paris : A. Colin, 1995, 175 p.
- GONNET, J. - *Education aux médias. Les controverses fécondes*. - Paris : Hachette, 2001, 144 p.
- GONNET, J. *Education aux médias*. Paris : PUF (Coll. Que Sais-Je ?), 1997.
- JACQUINOT, G., LEBLANC, G. (Sous la dir.). - *Les genres télévisuels dans l'enseignement*. - Paris : Hachette Education / CNDP, 1996, 138 p.
- LAMBERT, F. - *Sémiotique de l'image. Contribution à une éducation aux médias. Note pour l'habilitation à diriger des recherches*. Univ. de la Sorbonne nouvelle Paris III, 1998. 2 volumes.
- MEYER-BISCH, P. (sous la dir.). – *La culture démocratique : un défi pour les écoles*. – Paris : UNESCO, 1995, 152 p.
- MORIN, E. - *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*. - Paris : Seuil, 2000, 142 p.
- PERCHERON, A. - *La Socialisation politique*. – Paris : Armand Colin, 1993
- PIETTE, J. - *Education aux médias et fonction critique*. - Paris / Montréal : l'Harmattan, 1996, 361 p.
- PORCHER, L. – *Les médias entre éducation et communication*. – Paris : Vuibert, 2005, 198 p.
- SARR. I. - *La démocratie en débats. L'élection présidentielle de l'an 2000 dans la presse quotidienne sénégalaise. Sémiologie d'une communication du politique. Perspectives pour*

une éducation aux médias. Thèse de doctorat unique. Université Paris II Panthéon-Assas, 2004, 2 volumes : vol. 1 : 411 p ; vol. 2 : 116 p. Sous la direction du Professeur Frédéric Lambert.

- SENECHAL, M et LOUM, Nd. - *Les médias à l'école*. - Dakar : Institut Panos Afrique de l'Ouest, 2005, 160 p.

UNESCO. - *L'éducation aux médias*. – Paris : P.U.F, 1984, 401 p.

ARTICLES

- BAVARD, J. - M. - « Diawar : une école Freinet ». - *Le Nouvel Educateur*, n° 131, sept. 2001, pp. 20-22.

- BATHILY, A. - « La démocratie en Afrique de l'Ouest : Etat des lieux ». Document introductif du Forum des partis politiques, des médias et de la société civile en Afrique de l'Ouest, organisé par le Secrétariat du Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest et le Club de Veille pour la paix en Afrique de l'Ouest à Cotonou (Bénin) du 28 juin au 1^{er} juillet 2005.

- JACQUINOT, G. - « La recherche en éducation aux médias ». - *Les Cahiers du CREDAM*, n° 2, nov. 2002, pp. 11-22.

- LAMBERT, F. - « Positions pour des éducations aux médias ». - *Educations*, n° 14, dec. 1997.

- MIEGE, B. - « Connaître les médias, éduquer aux médias ». - *Les Cahiers du CREDAM*, n° 2, nov. 2002, pp. 53-64.

- NDIAYE, B. K. - « Les NTIC à l'école. Du tableau noir à l'ordinateur ». – *Médi@ctions*, n° 29, janv.-mars 2002, p. 26.

RAMONET, I. - « Journaliste : au risque de se perdre », *Le Monde diplomatique*, Manière de voir, n° 80, mai 2005.

- SARR, I. - « Présidentielle 2000 au Sénégal : éclosion médiatique et mise en scène du politique. Propositions pour une éducation aux médias ». - *Les Cahiers du CREDAM*, n° 2, nov. 2002, pp. 149-155.

- THORIN, V. - « Sénégal : Journalistes en culottes courtes ». - *Jeune Afrique/L'Intelligent*, n° 2056, du 6 au 12 juin 2000, pp. 40-41.

RESSOURCES DU WEB

- BEVORT, E. B. - L'éducation aux médias : un enjeu du 21^e siècle. - Colloque CLEMI, Paris, octobre 2006. Voir : www.media-animation.be/IMG/pdf/euromeduc
- BIZOT, C. - *L'éducation aux médias. Avancées, obstacles, orientations nouvelles depuis Grünwald : vers un changement d'échelle.*- 2008. Voir : www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/catherinebizot.pdf
- PICHETTE, M. - Repenser le rôle de l'école contemporaine, Communication du département de l'instruction publique. - Genève, 1995. Voir : http://classiques.uqac.ca/contemporains/pichette_michel/repenser_role_ecole_contemporaine/repenser_role_ecole.html
- PICHETTE, M. - L'éducation aux médias. Une urgence pour l'école et la démocratie. Communication, Université d'été, (CLEMI). -Montpellier, 1994. Voir : http://classiques.uqac.ca/contemporains/pichette_michel/education_medias_urgence_ecole/education_medias_urgence_ecole.html

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

TABLE DES MATIERES

Introduction générale	2
------------------------------	---

PREMIERE PARTIE :

Approche théorique de l'éducation aux médias	5
---	---

<i>Chapitre 1 : Education aux médias, une notion complexe</i>	9
---	---

<i>Chapitre 2 : Education par les médias ou éducation aux médias : une nécessaire approche transversale</i>	13
---	----

<i>Chapitre 3 : Les argumentaires ou imaginaires de l'éducation aux médias</i>	22
--	----

Section 1 : Pour un décryptage des messages médiatiques	22
---	----

Section 2 : Education aux médias comme vecteurs des pratiques démocratiques	30
---	----

DEUXIEME PARTIE :

Description et analyse des expériences du Prytanée militaire de Saint-Louis, des lycées Limamoulaye et Lamine Guèye de Dakar	36
---	----

<i>Chapitre 1 : La Voix de l'Enfant de Troupe (VET) : un exemple de longévité</i>	39
---	----

Section 1 : Le Prytanée militaire, un creuset d'excellence	39
--	----

A/Présentation du Prytanée militaire	39
--------------------------------------	----

B/La VET, un modèle de journal scolaire	40
---	----

Section 2 : Un journal institutionnel	43
---------------------------------------	----

A/Rubricage et thèmes	46
-----------------------	----

B/De quelques difficultés financières	48
---------------------------------------	----

C/Une visibilité nationale et sous-régionale	48
--	----

<i>Chapitre 2 : Limamou Presse : Une approche critique des médias</i>	50
---	----

Section 1 : Un journal pour améliorer le niveau des élèves	50
--	----

A/Présentation du lycée Limamoulaye	50
B/ « Libérer la parole des élèves »	50
Section 2 : Education à la responsabilité et mise en distance des médias	53
A/Education à la responsabilité	53
B/Un moyen d'agir sur l'information	54
C/Le manque de moyens, un handicap majeur	57
Chapitre 3 : <i>Le Lycéen de Lamine Guèye : La construction d'un espace de débat</i>	60
Section 1 : De <i>Pencum Daara</i> au <i>Lycéen</i>	60
Section 2 : <i>Le Lycéen</i> : un cadre d'expression et de débat	62
Section 3 : Des élèves motivés, une administration moins engagée	66
Conclusion générale	68
Références bibliographiques	70

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE